

# COI Focus

## MALI

### Situation sécuritaire

8 novembre 2018

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Contenu

<b>Liste des principaux sigles utilisés .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>5</b>
<b>2. Situation actuelle .....</b>	<b>6</b>
2.1. Développements politiques .....	6
2.2. Situation sécuritaire .....	7
2.3. Relevé des incidents sécuritaires.....	7
2.3.1. Au nord.....	8
2.3.2. Au centre .....	10
2.3.3. Au sud .....	13
<b>3. Parties en présence.....</b>	<b>13</b>
3.1. Armée malienne .....	13
3.2. Forces internationales .....	14
3.2.1. MINUSMA .....	14
3.2.2. Opération Barkhane.....	14
3.2.3. EUTM .....	15
3.3. Groupes armés .....	15
3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix .....	15
3.3.2. Groupes terroristes.....	16
3.3.3. Milices.....	17
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>18</b>
4.1. Attaques asymétriques .....	18
4.2. Violences intercommunautaires .....	18
4.3. Combats entre groupes signataires et djihadistes .....	19
4.4. Criminalité et banditisme .....	19
4.5. Violations des droits de l'homme.....	20
4.5.1. Violations commises par les groupes armés signataires .....	20
4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes.....	20
4.5.3. Violations commises par les forces de défense et de sécurité maliennes .....	20
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>21</b>
5.1. Forces internationales et nationales .....	21
5.2. Groupes armés signataires de l'accord de paix .....	22
5.3. Représentants de l'Etat .....	22
5.4. Civils .....	22
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>23</b>
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>26</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>28</b>
8.1. Services de maintien de l'ordre et possibilité de protection des civils .....	28
8.2. Accès aux denrées de base .....	28
8.3. Accès à une aide médicale .....	28
8.4. Accès aux services publics .....	29
8.5. Présence d'organisations d'aide humanitaire internationale .....	29
<b>Résumé .....</b>	<b>31</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>32</b>

## Liste des principaux sigles utilisés

ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France-Presse
AMDH	Association malienne des droits de l'homme
AQMI	Al-Qaida au Maghreb islamique
ASS	Alliance pour le salut du Sahel
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CMFPR	Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
CPA	Coalition du peuple pour l'Azawad
EI	Etat islamique
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EUTM	European Training Mission
FAMA	Forces armées maliennes
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
FLM	Front de libération du Macina
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCUA	Haut conseil pour l'unité de l'Azawad
ICG	International Crisis Group
ISS	Institut d'études de sécurité
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MOC	Mécanisme opérationnel de coordination
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
RFI	Radio France internationale
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
VOA	Voice of America

## Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Elle porte sur la période allant de janvier à septembre 2018.

Ce document constitue une mise à jour globale de plusieurs COI Focus distincts rédigés en 2017 et 2018 et qui concernaient, chaque fois, une seule région. Il s'agit du COI Focus *Mali. Situation sécuritaire au centre du pays* du 3 août 2017, du COI Focus *Mali. Situation sécuritaire au nord du pays* du 21 septembre 2017 complété par un COI Focus intitulé *Mali. Situation sécuritaire au nord du pays. Addendum – Événements survenus entre septembre 2017 et mai 2018* du 7 juin 2018 et enfin du COI Focus *Mali. Situation sécuritaire au sud du pays* du 12 mars 2018. Les recherches pour cette mise à jour ont été clôturées le 15 octobre 2018.

L'analyse se compose de huit parties. La première constitue un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Mali à partir de 2012. La situation politique et sécuritaire est abordée dans le deuxième chapitre. Les parties en présence - forces armées nationales et internationales et groupes armés - sont passées en revue dans le troisième chapitre. Le chapitre suivant constitue une description de la violence (typologie et cibles). La répartition géographique de la violence, les déplacements de population consécutifs à celle-ci et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois dernières sections.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du secrétaire général au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), ainsi que les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), et d'ONG internationales impliquées dans la prévention et la résolution des conflits armés, comme International Crisis Group (ICG). Le Cedoca s'est aussi basé sur les analyses du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et a consulté des médias internationaux et nationaux.

À l'instar de sources telles que les Nations unies, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés qui ont signé l'accord de paix et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca utilise les termes de groupes terroristes, djihadistes ou encore groupes islamistes.

Les conditions de sécurité au Mali font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

Le conflit au Mali débute en janvier 2012 lorsque des rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) se soulèvent contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance<sup>1</sup>.

En mars 2012, des officiers de l'armée renversent le président Amadou Toumani Touré au motif qu'il a été incapable d'endiguer la rébellion touareg<sup>2</sup>. Face à la pression internationale, les putschistes acceptent, dans le courant de la même année, de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition<sup>3</sup>.

Pendant ce temps, les rebelles touareg, aidés par Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) s'emparent des grandes villes du nord du pays (Kidal, Gao, Tombouctou). Par la suite, ces groupes terroristes supplantent en partie les rebelles touareg<sup>4</sup>. C'est pour arrêter leur progression qu'à partir de janvier 2013, à la demande du gouvernement malien, la France lance l'opération Serval<sup>5</sup>. A la même époque, les premiers contingents de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) se déploient. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prend le relais en juillet 2013<sup>6</sup>.

En juin 2013, le gouvernement de transition signe avec deux organisations touareg, le MNLA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), un « accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali », aussi appelé « accord de Ouagadougou »<sup>7</sup>. Ibrahim Boubacar Keïta est élu président de la République en août 2013<sup>8</sup>. Le gouvernement rétablit progressivement son autorité dans le nord et poursuit le dialogue avec les rebelles<sup>9</sup>.

En 2014, des négociations entre le gouvernement malien et les groupes non terroristes sont conduites par l'Algérie avec l'appui de la communauté internationale et des Nations unies. Elles débouchent, en mai-juin 2015, sur la signature d'un accord de paix entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux, couramment appelée la Plateforme, et l'ex-rébellion à dominante touareg regroupée dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), dénommée la Coordination<sup>10</sup>.

Les islamistes qui s'étaient emparés des régions du nord du Mali en 2012 ont été exclus de l'accord de paix<sup>11</sup>. Dispersés au nord suite à l'intervention militaire française de 2013, ils se sont progressivement reconstitués et implantés au centre<sup>12</sup>. A partir de 2015, leurs attaques visent le centre et aussi le sud du pays<sup>13</sup>.

Entre 2015 et 2017, en dépit de l'accord de paix qu'ils ont signé, les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination s'affrontent régulièrement pour le contrôle de la ville de Kidal. Les belligérants signent une trêve le 22 août 2017 après que de nouvelles violences les aient à nouveau opposés en

<sup>1</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

<sup>2</sup> FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, [url](#)

<sup>3</sup> GRIP, 18/04/2012, [url](#)

<sup>4</sup> FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, [url](#) ; Jeune Afrique (Grogga-Bada M.), 04/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/06/2012, [url](#) ; RFI, 12/07/2012, [url](#)

<sup>5</sup> RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

<sup>6</sup> RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

<sup>7</sup> RFI, 18/06/2013, [url](#)

<sup>8</sup> Le Figaro, AFP, 15/08/2013, [url](#)

<sup>9</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

<sup>10</sup> RFI, 20/06/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Mihoubi S.), 20/06/2016, [url](#)

<sup>11</sup> RFI (Jouve A.), 24/03/2016, [url](#)

<sup>12</sup> VOA, 05/05/2018, [url](#)

<sup>13</sup> Le Monde, 27/01/2018, [url](#)

juillet 2017<sup>14</sup>. Un second cessez-le-feu intervient le 10 septembre 2017 suivi d'un accord de cessation définitive des hostilités le 20 septembre 2017<sup>15</sup>. Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité en août 2018, un panel d'experts sur le Mali mandaté par l'ONU relève qu'il n'y a eu aucune violation du cessez-le-feu depuis septembre 2017<sup>16</sup>.

## 2. Situation actuelle

### 2.1. Développements politiques

L'accord de paix de 2015 prévoyait une période de transition de deux ans. En mai 2017, le gouvernement annonce sa prolongation au-delà de juin 2017. Un an plus tard, l'ONU parle de son report au moins jusqu'en 2019. Les élections régionales et locales, repoussées à plusieurs reprises, devraient se dérouler en 2019 sans qu'aucune date ne soit fixée<sup>17</sup>.

Le 2 juin 2018, à Bamako, une manifestation de l'opposition réclamant la transparence et un accès équitable aux médias publics pour tous les candidats au scrutin présidentiel est violemment réprimée. L'opposition affirme que les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les manifestants. La presse fait état d'une dizaine de blessés. Les autorités ont justifié l'interdiction de la manifestation par l'état d'urgence toujours en vigueur<sup>18</sup>.

Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 29 juillet 2018. Les quelque huit millions d'électeurs avaient le choix entre 24 candidats, les deux favoris étant le président Ibrahim Boubacar Keita et Soumaïla Cissé, le chef de file de l'opposition<sup>19</sup>. La journée, calme dans la capitale, a été émaillée d'incidents violents dans le nord et le centre du pays, empêchant la tenue du scrutin dans 644 bureaux. Des bureaux de vote ont notamment été saccagés et des urnes volées dans la région de Tombouctou, des agents électoraux ont été agressés dans la région de Mopti. A Aguelhok, dans la région de Kidal, une dizaine d'obus se sont écrasés, dont certains à proximité d'un centre de vote, sans causer de victimes<sup>20</sup>. L'ONU a imputé la responsabilité de ces violences au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>21</sup>. Les résultats provisoires ont été publiés le 2 août 2018, créditant Ibrahim Boubacar Keita d'un peu plus de 41 % des voix tandis que Soumaïla Cissé obtenait moins de 18 %<sup>22</sup>.

Le second tour de l'élection présidentielle, le 12 août 2018, a de nouveau été marqué par des violences au nord et au centre. Ainsi, le président du bureau de vote d'Arkodia, au sud-ouest de Tombouctou, a été tué par des djihadistes. Dans les districts de Mopti et de Tenenkou, respectivement un quart et deux-tiers des bureaux n'ont pas pu ouvrir<sup>23</sup>. Le président Ibrahim Boubacar Keita a finalement été réélu pour un nouveau mandat de cinq ans avec 67,17 % des voix contre 32,83 % pour Soumaïla Cissé<sup>24</sup>. Les observateurs nationaux et internationaux ont estimé que le scrutin s'était déroulé dans des conditions satisfaisantes malgré quelques irrégularités<sup>25</sup>. A partir de la mi-août 2018, des

<sup>14</sup> Jeune Afrique, 12/07/2017, [url](#) ; BBC, 07/07/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 24/08/2017, [url](#)

<sup>15</sup> Le Républicain via news.aBamako, 24/08/2017, [url](#) ; Liberté Algérie (Benyoub D.), 10/09/2017, [url](#)

<sup>16</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 9, [url](#)

<sup>17</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, pp. 9-10, [url](#)

<sup>18</sup> BBC, 02/06/2018, [url](#) ; Maliactu, 05/06/2018, [url](#)

<sup>19</sup> RFI, 29/07/2018, [url](#)

<sup>20</sup> Le Monde (Le Cam M.), 30/07/2018, [url](#)

<sup>21</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, pp. 7-8, [url](#)

<sup>22</sup> Huffpost, 03/08/2018, [url](#)

<sup>23</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>24</sup> La Libre, 16/08/2018, [url](#)

<sup>25</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 5, [url](#)

manifestations à l'appel de l'opposition ont eu lieu chaque semaine à Bamako pour dénoncer des fraudes électorales. Au moins 25.000 personnes ont manifesté le 14 septembre 2018<sup>26</sup>. Les élections législatives prévues pour le mois de novembre 2018 ont été reportées en 2019 sur décision de la Cour constitutionnelle et le mandat des députés qui arrivait à échéance à la fin de l'année 2018 a été prolongé pour une période de six mois<sup>27</sup>.

## 2.2. Situation sécuritaire

Selon plusieurs rapports onusiens parus depuis décembre 2017, les conditions de sécurité ont continué à se dégrader en dépit de l'accord de paix effectif depuis septembre 2017. Les raisons en sont l'augmentation du nombre d'actions terroristes menées par des groupes djihadistes, en particulier le GSIM dans les parties septentrionale et centrale du Mali<sup>28</sup>, la multiplication des affrontements entre communautés peul et dogon dans le centre et les violences visant principalement les communautés touareg dans la région de Ménaka, au nord<sup>29</sup>. Fin octobre 2017, le gouvernement malien a décidé de proroger l'état d'urgence pour une durée d'un an<sup>30</sup>. En janvier 2018, il a annoncé son intention de lancer une large opération militaire afin de sécuriser le centre du pays<sup>31</sup>. Les incidents liés à la sécurité y ont augmenté de 200 % en un an, la MINUSMA ayant enregistré plus de 1.000 incidents dans la seule région de Mopti, selon un décompte des Nations unies en juin 2018<sup>32</sup>.

Au niveau régional, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé en juin 2017 le déploiement d'une force antiterroriste dans le Sahel, le G5 Sahel<sup>33</sup>. Cette mesure fait suite à une décision prise quelques mois plus tôt par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad de mettre sur pied une force conjointe afin de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes et la criminalité transnationale organisée<sup>34</sup>. Les forces du G5 Sahel appuyées par la force française Barkhane ont, depuis leur déploiement, mené trois opérations dans ce que les sources consultées appellent la « zone des trois frontières », entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso<sup>35</sup>.

## 2.3. Relevé des incidents sécuritaires

Le relevé chronologique des incidents ci-après porte sur la période du 1er janvier au 30 septembre 2018. Sans prétendre à l'exhaustivité, il se veut le plus complet possible.

<sup>26</sup> VOA, 18/08/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 25/08/2018, [url](#) ; VOA, 15/09/2018, [url](#)

<sup>27</sup> VOA, 15/10/2018, [url](#)

<sup>28</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/12/2017, p. 7, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 7, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

<sup>29</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

<sup>30</sup> Notrefrik, 22/10/2017, [url](#)

<sup>31</sup> ICG, *Crisis Watch January 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>32</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

<sup>33</sup> Courrier international (Gounon C.), 22/06/2017, [url](#)

<sup>34</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 6, [url](#)

<sup>35</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 48, [url](#)


 Carte administrative du Mali<sup>36</sup>

### 2.3.1. Au nord

Les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka et Taoudénit se trouvent au nord du Mali.

Le 6 janvier 2018, des présumés terroristes attaquent une position de combattants du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), groupe signataire de l'accord de paix qui participe à la sécurisation de la zone sahélo-saharienne. L'attaque a lieu à Andéramboukane, localité du nord-est du Mali proche de la frontière nigérienne. Les membres d'un groupe djihadiste dirigé par Adnan Abou Walid al-Sahraoui qui a fait allégeance à l'organisation Etat islamique (EI) sont soupçonnés d'être les auteurs de l'attaque. Le bilan est de trois morts parmi les combattants du GATIA<sup>37</sup>.

Le 11 janvier 2018, un convoi de la force Barkhane est attaqué par un véhicule piégé dans le nord-est, à la frontière avec le Niger. Trois soldats français sont blessés dont un grièvement. L'attaque est revendiquée par le groupe d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui. Le journal français Le Parisien qui rapporte l'information relève que la date n'a pas été choisie au hasard mais qu'elle correspond au cinquième anniversaire de la présence militaire française au Mali<sup>38</sup>.

Le 27 janvier 2018, quatorze soldats de l'armée malienne sont tués et dix-huit autres blessés lors de l'attaque de leur camp à Soumpi, dans la région de Tombouctou<sup>39</sup>.

<sup>36</sup> Wikimedia, s.d., [url](#)

Jusqu'en 2012, le Mali était constitué de huit régions administratives. Deux nouvelles régions sont créées au nord du pays en 2012 : Taoudénit qui faisait auparavant partie de la région de Tombouctou, et Ménaka qui faisait partie de la région de Gao. Voir : Confédération suisse, SEM, 14/03/2016, [url](#)

<sup>37</sup> RFI, 07/01/2018, [url](#)

<sup>38</sup> Le Parisien, 12/01/2018, [url](#)

<sup>39</sup> Le Monde, 27/01/2018, [url](#)

Le 28 janvier 2018, le camp de la garde nationale de Ménaka est attaqué par un terroriste kamikaze, tuant quatre soldats<sup>40</sup>.

Début février 2018, la commune de Talataye dans la région de Gao est la cible d'une attaque des djihadistes d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui. Des hommes du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), groupe armé signataire de l'accord de paix, ont riposté. Le bilan est d'au moins quatre civils tués par les terroristes et de plusieurs personnes prises en otage<sup>41</sup>.

Le 21 février 2018, dans la région de Gao, deux soldats français de l'opération Barkhane sont tués et un troisième blessé lors de l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur véhicule blindé<sup>42</sup>.

Le 22 mars 2018, des tirs de mortier ciblent la base commune de Barkhane et de la MINUSMA à Kidal, blessant cinq militaires français<sup>43</sup>.

Le 5 avril 2018, une attaque au mortier contre le camp de la MINUSMA à Aguelhok fait deux morts et dix blessés dans les rangs des casques bleus<sup>44</sup>.

Le 14 avril 2018, un casque bleu est tué dans une attaque menée contre le camp des forces de Barkhane et de la MINUSMA à Tombouctou. Sept casques bleus, sept militaires français et deux civils maliens sont en outre blessés. L'attaque est revendiquée par le GSIM<sup>45</sup>.

L'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) revendique la mort d'un officier du GATIA tué par deux individus armés le 15 avril 2018 à Gossi, dans la région de Tombouctou<sup>46</sup>.

Le 22 avril 2018, des tirs d'obus visent les camps de l'armée malienne et de la MINUSMA à Tombouctou sans faire de victimes<sup>47</sup>. Cet incident survient au lendemain de l'annonce par l'armée malienne de la neutralisation de quinze terroristes dans le centre du Mali<sup>48</sup>.

Fin avril 2018, deux attaques à deux jours d'intervalle font une quarantaine de victimes civiles dans la région de Ménaka. Selon une source officielle locale reprise par Radio France internationale (RFI), les assaillants sont décrits comme des « Peuls à moto » faisant partie de l'EI. Il pourrait s'agir de représailles suite à des opérations du MSA et du GATIA qui sécurisent la zone avec le soutien de la force Barkhane. Le 1<sup>er</sup> mai 2018, dix-sept autres personnes sont mortes à Ménaka<sup>49</sup>. Les victimes des violences de Ménaka appartiennent essentiellement à deux communautés : celle des Touareg daoussak et celle des Peul<sup>50</sup>. Quant à savoir qui sont les auteurs de ces violences, RFI note qu'il est difficile de dire « [...] si ces civils ont été tués par des terroristes, par des forces qui luttent contre ces terroristes ou s'ils sont victimes d'amalgames et de représailles sur des bases communautaires »<sup>51</sup>. Suite aux événements de Ménaka, les groupes armés du MSA et du GATIA composés essentiellement de Touareg et le groupe armé peul Ganda Izo ont signé un accord pour la sécurisation des civils et de leurs biens dans la région et demandé l'appui des forces nationales et internationales<sup>52</sup>.

Le 9 mai 2018, des hommes armés attaquent un véhicule transportant des civils entre Indelimane et Ménaka. Six personnes sont tuées. Les assaillants investissent ensuite un campement et y tuent d'autres personnes. Les victimes sont des Touareg daoussak, selon des informations figurant sur la

<sup>40</sup> VOA, 28/01/2018, [url](#)

<sup>41</sup> RFI, 05/02/2018, [url](#)

<sup>42</sup> Huffpost (Berthelier A.), 21/02/2018, [url](#)

<sup>43</sup> Opex360 (Lagneau L.), 22/03/2018, [url](#)

<sup>44</sup> MINUSMA, 06/04/2018, [url](#)

<sup>45</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>46</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>47</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>48</sup> VOA, 22/04/2018, [url](#)

<sup>49</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>50</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>51</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>52</sup> Bamada, 06/05/2018, [url](#)

page Facebook du GATIA et reprises par Maliactu<sup>53</sup>. Le 18 mai 2018, dix-sept civils sont tués par des hommes armés non identifiés dans la commune nigérienne d'Inatès, située à la frontière malienne. Studio Tamani, se basant sur des sources officielles et sécuritaires nigériennes, rapporte que les victimes sont d'éthnie peul et qu'il s'agit vraisemblablement d'une opération en représailles aux violences contre les Touareg maliens quelques jours plus tôt<sup>54</sup>.

Le 26 mai 2018, une vingtaine de personnes perdent la vie dans une attaque menée par des présumés djihadistes à Talataye, dans le nord-est, non loin de la frontière nigérienne. Les assaillants ont profité de la tenue du marché hebdomadaire de Talataye pour investir le poste de contrôle tenu par des hommes en armes appartenant au MSA. Le bilan est d'une vingtaine de morts dont des civils et quatre membres du MSA<sup>55</sup>.

Le 2 juin 2018, le camp de la MINUSMA à Kidal est visé par des tirs d'obus. L'attaque est menée par des inconnus armés. Plusieurs civils sont légèrement blessés suite à un mouvement de panique provoqué par l'attaque<sup>56</sup>.

Le 1er juillet 2018, dans la région de Gao, une attaque visant un convoi de la force Barkhane fait quatre victimes civiles<sup>57</sup>.

Le 15 juillet 2018, des djihadistes présumés investissent le village d'Injagalane (région de Ménaka) tuant quatorze civils. Ils appartenaient aux communautés touareg ibogolitane et idarfane, selon un communiqué commun du GATIA et du MSA repris par Le Monde<sup>58</sup>.

Le 25 septembre 2018, au moins douze civils, principalement des jeunes, appartenant à la communauté des Touareg ibogolitane sont tués par un groupe armé non identifié, à une cinquantaine de kilomètres de Ménaka. Un élu local a indiqué à l'Agence France-Presse (AFP) qu'il était difficile de déterminer s'il s'agissait d'une action terroriste ou d'un conflit entre membres d'une même tribu<sup>59</sup>.

### 2.3.2. Au centre

Les régions de Mopti et de Ségou se trouvent au centre du Mali.

<sup>53</sup> Liberté Algérie, 10/05/2018, [url](#) ; Maliactu, 11/05/2018, [url](#)

<sup>54</sup> Studio Tamani, 20/05/2018, [url](#)

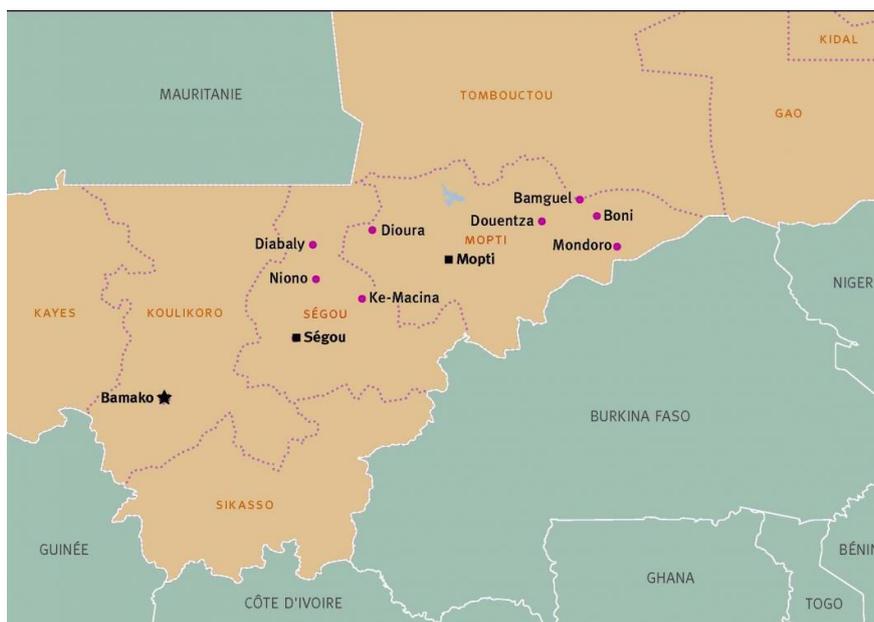
<sup>55</sup> Le Monde, 28/05/2018, [url](#)

<sup>56</sup> Alakhbar, 02/06/2018, [url](#)

<sup>57</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>58</sup> Reuters, 16/07/2018, [url](#) ; Le Monde, 16/07/2018, [url](#)

<sup>59</sup> Opex360 (Lagneau L.), 26/09/2018, [url](#)


 Région centrale du Mali<sup>60</sup>

L'assassinat d'un enseignant coranique dogon dans la localité de Mondoro (cercle<sup>61</sup> de Douentza, région de Mopti) le 30 décembre 2017 déclenche une série d'événements violents dont les plus meurtriers ont lieu les 15 et 17 janvier 2018. Une douzaine de membres de la communauté dogon sont tués et huit Peul trouvent la mort dans des actions de représailles<sup>62</sup>.

Le 25 janvier 2018, un autobus en provenance du Burkina Faso heurte un engin explosif improvisé sur la route à proximité de la ville de Boni (cercle de Douentza, région de Mopti), tuant 26 civils, dont des femmes et des enfants<sup>63</sup>.

Le 10 février 2018, trois personnes d'ethnie dogon sont tuées par des hommes armés lors de l'attaque de leur village de Tonou, dans la région de Mopti. Ces faits sont intervenus après que des chasseurs dogon ont tué des bergers peul avec lesquels ils étaient en conflit<sup>64</sup>.

Le 21 février 2018, à Nangarabakan, dans la région de Ségou, sept civils sont enlevés. L'armée est accusée de les avoir tués. Le gouvernement a reconnu la mort de civils et annoncé l'ouverture d'une enquête<sup>65</sup>.

Le 27 février 2018, six soldats maliens sont tués dans la région de Mopti, puis le lendemain quatre casques bleus, après que leurs véhicules respectifs ont heurté des mines improvisées<sup>66</sup>.

Le 8 mars 2018, dans la région de Mopti, des assaillants attaquent un contingent de l'armée dont le véhicule a heurté une mine improvisée, tuant quatre soldats<sup>67</sup>.

ICG fait état de violences inter-ethniques en mars 2018 dans la région de Mopti. Ainsi, le 9 mars, des hommes armés auraient attaqué les villages dogon de Sabère Darah et Diankabou dans le cercle de

<sup>60</sup> HRW, 05/04/2017, [url](#)

<sup>61</sup> Le cercle est un regroupement de plusieurs localités

<sup>62</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 9, [url](#)

<sup>63</sup> MINUSMA, 09/02/2018, [url](#)

<sup>64</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>65</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>66</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>67</sup> ICG, *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., [url](#)

Koro. Le 11 mars, des chasseurs dogon auraient tué deux éleveurs peul et incendié plusieurs maisons appartenant à des Peul à Madougou. Le 13 mars, le président de l'association Tabital Pulaaku qui défend les droits des Peul, déclare que les milices dogon ont tué au moins 25 civils peul au cours des huit derniers jours. Le 18 mars, les communautés peul et dogon s'affrontent autour de la localité de Koro. Une dizaine de personnes sont tuées et le village de Sabère Darah est incendié<sup>68</sup>.

Le 2 avril 2018, des hommes armés prennent d'assaut un poste de contrôle dans la région de Ségou, tuant un gendarme<sup>69</sup>.

Le 7 mai 2018, des hommes non identifiés investissent la localité de Bandiagara, causant des dégâts matériels considérables<sup>70</sup>.

Le 19 mai 2018, au moins douze civils sont tués dans la localité de Boulikessi, non loin de la frontière burkinabè (région de Mopti). La presse indique qu'il pourrait s'agir d'une riposte de membres de l'armée suite à la mort d'un militaire tué par un individu armé<sup>71</sup>. Un mois plus tard, la MINUSMA a conclu, au terme d'une enquête, à des exécutions de civils par des militaires maliens de la force conjointe du G5 Sahel en représailles à la mort d'un des leurs<sup>72</sup>.

Le 9 juin 2018, des individus attaquent un convoi de l'armée, tuant deux militaires. Le même jour, des hommes armés suspectés d'être des djihadistes affrontent l'armée à Boni. Trois soldats et treize assaillants sont tués au cours du combat<sup>73</sup>.

Le 23 juin 2018, au moins 32 civils peul sont tués au cours d'une opération attribuée à des chasseurs traditionnels dozo. Jeune Afrique qui rapporte l'information précise que, dans le centre du Mali, les dozo sont membres de l'ethnie dogon<sup>74</sup>.

Le 29 juin 2018, le quartier général du G5 Sahel à Sévaré est visé par une attaque kamikaze. L'attentat, revendiqué par AQMI, cause la mort d'un militaire. Il s'agit de la première action visant le quartier général du G5 Sahel depuis sa création en 2017, selon Africanews<sup>75</sup>.

Le 22 juillet 2018, dans la région de Ségou, des djihadistes attaquent une patrouille de l'armée dans la forêt de Soumouni, tuant un soldat<sup>76</sup>.

Le 25 juillet 2018, dans le village de Somena (région de Mopti), des violences intercommunautaires entre groupes d'autodéfense peul et dogon font dix-sept victimes<sup>77</sup>.

Le 31 juillet 2018, un convoi militaire transportant du matériel électoral tombe dans une embuscade tendue par des djihadistes sur la route entre Nampala et Dogofri (région de Ségou). Un bilan provisoire repris par RFI fait état d'au moins quatre militaires tués tandis que huit militaires sont portés disparus<sup>78</sup>.

Le 7 août 2018, dans la région de Mopti, un groupe d'autodéfense de chasseurs dogon s'oppose à des hommes armés peul affiliés à une milice, l'Alliance pour le salut du Sahel (ASS) ainsi qu'à des civils

<sup>68</sup> ICG, *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>69</sup> ICG, *Crisis Watch April 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>70</sup> ICG, *Crisis Watch May 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>71</sup> Banouto, 21/05/2018, [url](#) ; RFI, 21/05/2018, [url](#) ; Le Monde, 21/05/2018, [url](#)

<sup>72</sup> RFI, 27/06/2018, [url](#)

<sup>73</sup> ICG, *Crisis Watch June 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>74</sup> Jeune Afrique, 24/06/2018, [url](#)

<sup>75</sup> Africanews, 30/06/2018, [url](#)

<sup>76</sup> Mali7, 31/08/2018, [url](#)

<sup>77</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>78</sup> RFI, 31/07/2018, [url](#)

peul. Des miliciens dogon auraient enlevé et tué au moins onze civils peul près de la localité de Sofara<sup>79</sup>.

Le 26 septembre 2018, sept militaires maliens et un chauffeur civil sont tués après que leurs deux véhicules ont sauté sur des engins explosifs improvisés. Cette attaque terroriste s'est produite entre Tombouctou (nord) et Mopti (centre)<sup>80</sup>.

### 2.3.3. Au sud

Les régions de Koulikoro, Sikasso, Kayes ainsi que le district urbain de Bamako se situent dans la partie sud du pays.

Les recherches menées par le Cedoca et notamment la consultation de la presse et des bulletins mensuels publiés par ICG (Crisis Watch) n'amènent que peu de résultats pour la période considérée.

Le 23 janvier 2018, deux douaniers sont tués dans le village de Toubakoro, dans le cercle de Banamba (région de Koulikoro). Des sources sécuritaires locales reprises par la presse parlent de l'implication de djihadistes<sup>81</sup>.

Le 4 juillet 2018, des individus armés tuent deux gendarmes, dans la région de Koulikoro<sup>82</sup>.

Le 11 août 2018 à Bamako, les forces de sécurité arrêtent trois membres d'un commando suspecté de planifier un attentat durant le second tour de l'élection présidentielle<sup>83</sup>.

## 3. Parties en présence

### 3.1. Armée malienne

Les forces armées maliennes (FAMA) sont constituées de 13.000 hommes, selon des chiffres extraits d'un rapport d'avril 2018 émanant de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat français et rapportés par la presse<sup>84</sup>.

<sup>79</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

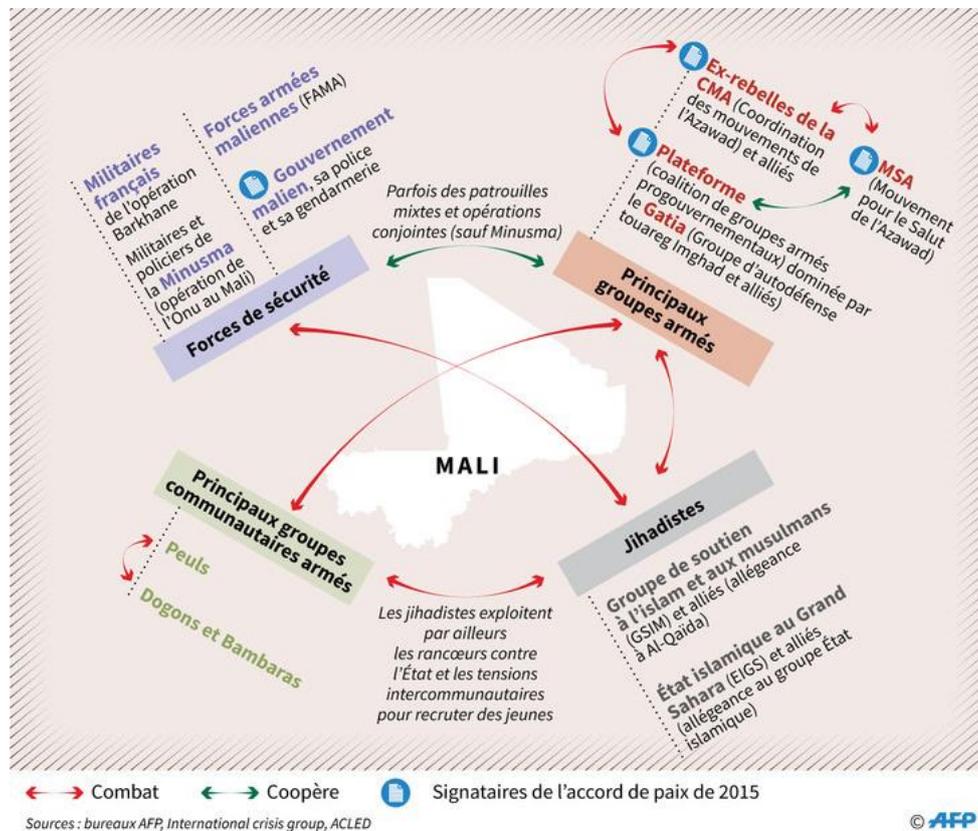
<sup>80</sup> Le Figaro, 27/09/2018, [url](#)

<sup>81</sup> L'Orient-Le Jour, 24/01/2018, [url](#)

<sup>82</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>83</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>84</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)


 Principaux acteurs du conflit au Mali<sup>85</sup>

## 3.2. Forces internationales

### 3.2.1. MINUSMA

La MINUSMA a été établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies le 25 avril 2013<sup>86</sup>. En juin 2018, le Conseil de sécurité a renouvelé pour un an le mandat de la force d'intervention onusienne<sup>87</sup>. Elle est à ce moment-là composée de 12.169 militaires et 1.741 policiers<sup>88</sup>. Les effectifs restent approximativement identiques en septembre 2018 avec 12.231 militaires et 1.728 policiers<sup>89</sup>.

### 3.2.2. Opération Barkhane

La France intervient au Mali depuis janvier 2013, d'abord dans le cadre de l'opération Serval puis, depuis le 1<sup>er</sup> août 2014, de l'opération Barkhane. Selon le rapport du Sénat français d'avril 2018, elle dispose de 4.500 hommes<sup>90</sup>.

<sup>85</sup> La Croix, 03/08/2018, [url](#)

<sup>86</sup> République française, ministère des Armées, 05/2017, p. 5, [url](#)

<sup>87</sup> RFI, 15/06/2018, [url](#)

<sup>88</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 23, [url](#)

<sup>89</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 14, [url](#)

<sup>90</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

Barkhane couvre plusieurs pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) mais l'épicentre des opérations est au Mali<sup>91</sup>.

### 3.2.3. EUTM

Une mission européenne d'entraînement (European Training Mission, EUTM) est chargée, depuis le début de sa mission au Mali en janvier 2013, de former et de rénover l'armée malienne. En mai 2018, l'Union européenne a approuvé le quatrième mandat de l'EUTM au Mali pour une durée de deux ans<sup>92</sup>. La mission européenne est forte de 600 membres provenant de 27 pays<sup>93</sup>. Jusqu'à présent, elle a formé huit bataillons de l'armée, soit un total de 12.000 hommes<sup>94</sup>.

## 3.3. Groupes armés

### 3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix

Depuis la mi-juin 2014, les mouvements qui participent aux négociations de sortie du conflit avec le gouvernement malien sont scindés en deux groupes. Les « mouvements politico-militaires de la plateforme d'Alger du 14 juin 2014 », connus sous le nom de Plateforme, sont une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux. Les mouvements autonomistes anti-Bamako se sont rassemblés dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ex-rébellion majoritairement touareg, en abrégé Coordination<sup>95</sup>.

Les principaux groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA) et le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA)<sup>96</sup>. Les groupes qui font partie de la Coordination sont le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), une dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), et la CMFPR II qui est une aile de la CMFPR<sup>97</sup>.

Le gouvernement malien a signé un accord de paix le 15 mai 2015 avec les groupes armés de la Plateforme puis, le 24 juin 2015, avec ceux de la Coordination<sup>98</sup>. Dans la suite de ce document, à l'instar des rapports des Nations unies, les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination, signataires de l'accord de paix de 2015, sont désignés par le terme abrégé de « groupes signataires ».

L'accord de paix prévoyait la mise en place d'unités mixtes composées à la fois de combattants des parties signataires et de membres des forces de défense et de sécurité, leur mission étant de ramener la sécurité au nord, notamment hors des grandes villes. Chaque unité, dénommée mécanisme opérationnel de coordination (MOC), est constituée de 600 hommes, soit 200 militaires de l'armée, 200 combattants de la Plateforme et 200 combattants de la Coordination<sup>99</sup>. Les premières patrouilles mixtes étaient effectives à Gao en février 2017<sup>100</sup>. Début mai 2018, un détachement de l'armée est

<sup>91</sup> Jeune Afrique, 19/05/2017, [url](#) ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

<sup>92</sup> European Union, External action, 22/05/2018, [url](#)

<sup>93</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

<sup>94</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

<sup>95</sup> Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, [url](#)

<sup>96</sup> ICG, 22/05/2015, p. 1, [url](#)

<sup>97</sup> ISS (Maïga I.), 06/2016, p. 6, [url](#)

<sup>98</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 9, [url](#)

<sup>99</sup> Jeune Afrique, 21/03/2017, [url](#)

<sup>100</sup> RFI, 24/02/2017, [url](#)

arrivé à Kidal pour participer aux patrouilles<sup>101</sup>. Le MOC de Tombouctou a officiellement été mis en place fin mai 2018<sup>102</sup>.

### 3.3.2. Groupes terroristes

Les groupes terroristes qui se sont emparés des régions du nord du Mali en 2012 - Ansar Dine, AQMI, le MUJAO et Al-Mourabitoune - ont été exclus de l'accord de paix signé en 2015 entre le gouvernement, la Plateforme et la Coordination<sup>103</sup>.

A partir de 2015, plusieurs autres groupes terroristes ont fait leur apparition au Mali. Ainsi, le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katiba Macina, a été fondé début 2015 et est dirigé par le prédicateur radical peul Hamadoun Koufa Diallo<sup>104</sup>. Considéré comme un allié d'Ansar Dine, le groupe recrute principalement des jeunes d'ethnie peul et est actif dans le centre du pays<sup>105</sup>. Quant à l'EIGS, dirigé par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, il opère principalement le long de la frontière entre le Mali et le Niger, selon des informations du département d'Etat américain<sup>106</sup>.

En mars 2017, quatre groupes djihadistes - AQMI, Ansar Dine, la Katiba Macina et Al-Mourabitoune - annoncent leur fusion au sein du GSIM<sup>107</sup> dirigé par le chef d'Ansar Dine, le Touareg malien Iyad Ag Ghali<sup>108</sup>.

Le GSIM se revendique d'Al-Qaeda tandis que l'EIGS a déclaré son allégeance à l'EI. Le journaliste Vincent Hugeux relève, dans un article paru en mai 2018 dans L'Express, que le fait d'appartenir à des entités concurrentes n'empêche pas ces deux mouvements terroristes de nouer des alliances ponctuelles<sup>109</sup>.

<sup>101</sup> Studio Tamani via Maliweb, 13/04/2018, [url](#) ; VOA, 05/05/2018, [url](#)

<sup>102</sup> Studio Tamani, 26/04/2018, [url](#)

<sup>103</sup> RFI (Jouve A.), 24/03/2016, [url](#)

<sup>104</sup> HRW, 05/04/2017, [url](#)

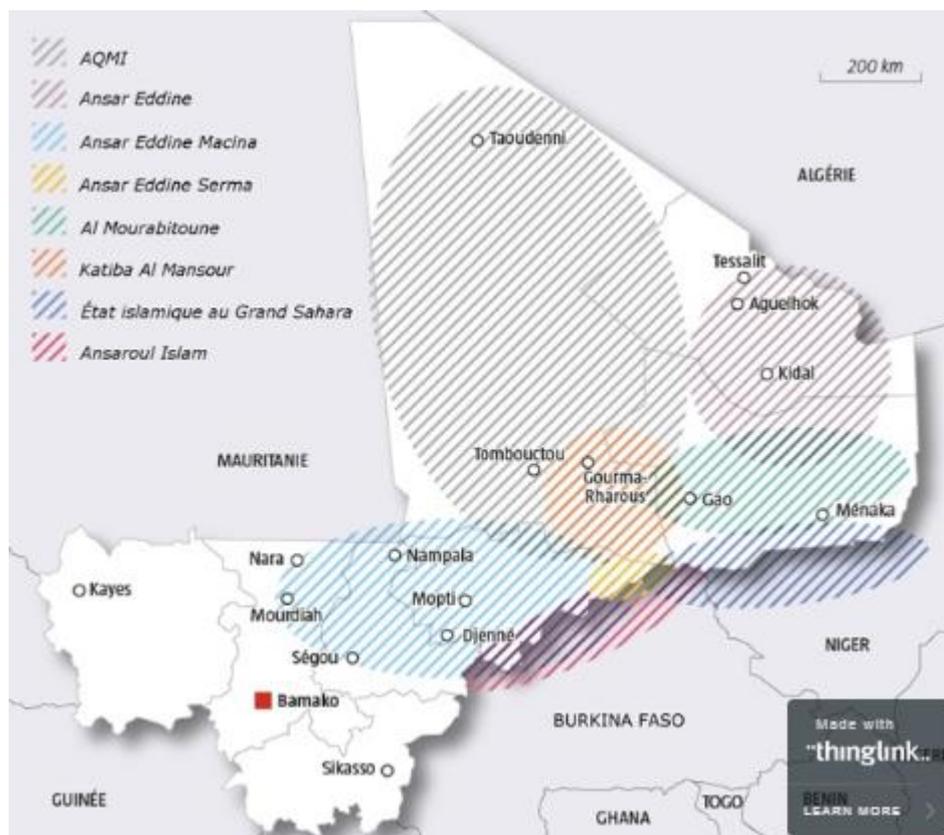
<sup>105</sup> Koaci, 19/05/2016, [url](#) ; Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), 08/06/2017, [url](#)

<sup>106</sup> Département d'Etat américain, Bureau de la porte-parole, 16/05/2018, [url](#)

<sup>107</sup> En arabe : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin. Voir : Long War Journal (Weiss C.), 18/03/2017, [url](#)

<sup>108</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 8, [url](#)

<sup>109</sup> L'Express (Hugeux V.), 05/05/2018, [url](#)



Zones d'influence des groupes djihadistes implantés au Mali<sup>110</sup>

### 3.3.3. Milices

Le Journal du Mali mentionne, en mai 2018, la création dans la région de Mopti d'une milice peul, l'Alliance pour le salut au Sahel (ASS). Son objectif est, selon la source, « de défendre par les armes les populations peules contre les 'exactions' de la milice Dozo qui opère dans cette zone »<sup>111</sup>.

Le Pays, dans un article paru en septembre 2018, fait quant à lui référence à un groupe d'autodéfense dénommé Da Na Amassagou, actif dans le cercle de Koro<sup>112</sup>. Youssouf Toloba est le « chef d'état-major » de la milice des chasseurs dogon Da Na Amassagou, selon Le Monde<sup>113</sup>.

Le rapport de l'ONU de septembre 2018 mentionne l'existence d'un autre groupe d'autodéfense dénommé Dogon Ambassagou. Ce groupe, tout comme Da Na Amassagou, est affiliés aux chasseurs traditionnels dozo et prétend protéger la communauté dogon<sup>114</sup>.

<sup>110</sup> Jeune Afrique (Diallo A.), 19/03/2018, [url](#)

<sup>111</sup> Tabital Pulaaku, 24/05/2018, [url](#)

<sup>112</sup> Le Pays (Togola F.) via Maliactu, 05/09/2018, [url](#)

<sup>113</sup> Le Monde (Sangaré B.), 11/09/2018, [url](#)

<sup>114</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 9, [url](#)

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Attaques asymétriques

Le terme d'« attaque asymétrique » renvoie à des techniques de guerre non conventionnelles utilisées par des protagonistes qui ont des capacités militaires significativement différentes. Dans le cadre du conflit au Mali, il s'agit d'attaques menées par des groupes terroristes contre les forces de défense et de sécurité maliennes et les forces internationales<sup>115</sup>.

Le rapport trimestriel de l'ONU de mars 2018 mentionne qu'au cours de la période considérée, les groupes terroristes ont mené 63 attaques asymétriques, la plupart ayant été revendiquées par le GSIM<sup>116</sup>. Le nombre d'attaques asymétriques a diminué au cours de la période suivante. En effet, le rapport de juin 2018 fait état de 44 attaques asymétriques imputées principalement au GSIM<sup>117</sup>.

Les assaillants ont généralement utilisé des armes de petit calibre, des engins explosifs improvisés et des mines<sup>118</sup>. Depuis le début de l'année 2018, le nombre d'attaques asymétriques perpétrées au moyen d'engins explosifs improvisés a presque doublé par rapport à la même période en 2017. L'ONU en comptabilisait en effet 93 en mai 2018 contre 55 durant l'année 2017<sup>119</sup>.

### 4.2. Violences intercommunautaires

Les sources consultées (presse et Nations unies) soulignent la multiplication des violences depuis trois ans dans le centre du Mali entre les Peul d'un côté, traditionnellement éleveurs, les Bambara et les Dogon de l'autre, qui pratiquent majoritairement l'agriculture. Le groupe d'experts de l'ONU, dans son rapport d'août 2018, écrit : « [a]ux litiges fonciers historiques viennent s'ajouter des accrochages suscités par la raréfaction des ressources, ce qui débouche également sur l'augmentation du commerce illicite d'armes [...] ». La source ajoute que les groupes radicaux présents dans la région ont pour leur part instrumentalisé et exacerbé les tensions entre ces communautés<sup>120</sup>.

En mars 2018, de violents affrontements ont eu lieu entre Dogon et Peul dans le cercle de Koro (région de Mopti). Tout a commencé avec l'attaque des villages dogon de Sabère Darah et Diankabou. Initialement attribuée à des djihadistes, elle a ensuite été imputée à des Peul, selon le compte-rendu qui en est fait par le journal malien Le Combat. Le 11 mars, des Dogon ont, en guise de représailles, attaqué et incendié le village peul de Madougou. Le bilan est d'une dizaine de morts<sup>121</sup>. Le 12 mars, le préfet de Koro a organisé une rencontre entre les différentes communautés<sup>122</sup>. Début septembre 2018, les tensions sont à nouveau palpables entre Dogon et Peul dans le cercle de Koro, malgré un accord de paix signé entre les deux communautés à la fin du mois d'août. La presse rapporte que plusieurs parties ont dénoncé l'accord<sup>123</sup>.

Fin avril 2018, dans la région de Ménaka, deux attaques menées contre des campements touareg ont fait une quarantaine de victimes civiles. Toutes appartenaient à la communauté idaksahak<sup>124</sup>. Les

<sup>115</sup> Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, [url](#)

<sup>116</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 8, [url](#)

<sup>117</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

<sup>118</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, pp. 7-8, [url](#)

<sup>119</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 7, [url](#)

<sup>120</sup> AFP via Romandie, 12/06/2018, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, pp. 9, 12, [url](#) ; Nations unies, 09/08/2018, p. 44, [url](#)

<sup>121</sup> Le Combat (Haïdara A.) via Maliactu, 13/03/2018, [url](#)

<sup>122</sup> Studio Tamani, 12/03/2018, [url](#)

<sup>123</sup> RFI, 04/09/2018, [url](#) ; Maliactu, 05/09/2018, [url](#)

<sup>124</sup> Idaksahak est une variante de Daoussak ou encore Daoussahak. Voir : Wikipedia, s.d., [url](#)

informations communiquées par le gouverneur de Ménaka et rapportées par la revue militaire Opex 360 indiquent que les assaillants seraient des membres de l'EI décrits comme des « Peuls à moto ». Ces attaques sont de nature à favoriser un « conflit intercommunautaire en stigmatisant justement deux communautés, celles des Peuls et des Daoussaks », selon les propos du gouverneur<sup>125</sup>. Le rapport du groupe d'experts de l'ONU rapporte que les violences de Ménaka fin avril et début mai 2018 contre la communauté daoussak ont été suivies, mi-mai, par des violences en représailles contre la communauté peul. Ainsi, le 18 mai, à Hagay (Niger), des assaillants non identifiés ont tué dix-sept civils, tous Peul<sup>126</sup>. Le groupe d'experts écrit, dans son rapport : « [d]'après des sources locales citées dans un rapport humanitaire, les deux événements seraient de nature intercommunautaire. Par le passé, les tensions intercommunautaires liées aux ressources foncières ou hydriques avaient déjà créé entre les communautés touareg, peule et arabe des affrontements qui avaient fait des dizaines de victimes »<sup>127</sup>.

### 4.3. Combats entre groupes signataires et djihadistes

Le Monde, dans un article du 16 juillet 2018, explique que, depuis quelques mois, dans le nord-est du pays, des combats opposent régulièrement des djihadistes ayant prêté allégeance à l'EI à deux groupes majoritairement composés de Touareg, le MSA et le GATIA, qui soutiennent les forces gouvernementales maliennes et les forces internationales<sup>128</sup>.

Le Journal du Mali rapporte ainsi que, dans la région de Ménaka, la coalition MSA-GATIA appuyée par Barkhane a affronté à plusieurs reprises les éléments d'Adnan Abou Walid Al Sahraoui, émir de l'EIGS : le 22 février 2018 à Ikadagotane, le 26 février à la frontière entre le Mali et le Niger, ou encore à Tabardé entre le 6 et le 12 mars<sup>129</sup>.

Malijet fait état d'affrontements le 11 juillet 2018 entre le GATIA et l'EIGS non loin de la frontière burkinabè. Les pertes seraient d'au moins trois morts du côté du GATIA et de plusieurs blessés dont certains dans un état grave<sup>130</sup>.

Le rapport de l'ONU de septembre 2018 fait état d'une quarantaine de morts dans les rangs des groupes armés signataires dans leur lutte contre les éléments de l'EIGS dans la région de Ménaka<sup>131</sup>.

### 4.4. Criminalité et banditisme

Le ministère français des Affaires étrangères mentionne que, dans une grande partie du nord et du centre du pays, « [l]a présence insuffisante des services de l'État [...] a conduit à une augmentation importante du banditisme et de la criminalité. Les atteintes aux biens et aux personnes y sont très fréquentes [...]. Dans le reste du pays, le risque criminel est relativement modéré »<sup>132</sup>.

Dans un communiqué de presse publié en avril 2018, après l'attaque contre une base de la MINUSMA à Tombouctou, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit préoccupé « [...] par la dimension transnationale de la menace posée par le terrorisme et la criminalité transnationale organisée (y

<sup>125</sup> Opex360 (Lagneau L.), 29/04/2018, [url](#)

<sup>126</sup> RFI, 19/05/2018, [url](#)

<sup>127</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 43, [url](#)

<sup>128</sup> Le Monde, 16/07/2018, [url](#)

<sup>129</sup> Journal du Mali (Ag Ismaïel A.), 16/03/2018, [url](#)

<sup>130</sup> Malijet, 13/07/2018, [url](#)

<sup>131</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 8, [url](#)

<sup>132</sup> France diplomatie, 27/08/2018 [dernière mise à jour], [url](#)

compris le trafic d'armes et de drogue, la traite de migrants et la traite de personnes) dans la région du Sahel »<sup>133</sup>.

## 4.5. Violations des droits de l'homme

### 4.5.1. Violations commises par les groupes armés signataires

Le GATIA et le MSA participent, en appui aux forces de défense nationales et internationales, à la sécurisation du nord du Mali<sup>134</sup>. D'après plusieurs médias, l'ONU disposerait de renseignements faisant état de cas d'exécutions sommaires dans le cadre des opérations menées par ces deux groupes, informations que ces derniers démentent. Ainsi, en avril 2018, le directeur de la division des droits de l'homme de la MINUSMA a évoqué l'exécution de 95 personnes au cours d'opérations antiterroristes menées dans la région de Ménaka par la force Barkhane épaulée par le GATIA et le MSA<sup>135</sup>. ICG précise que le MSA et le GATIA sont majoritairement constitués de Touareg daoussak et que les violences commises lors des opérations de sécurisation l'ont été à l'encontre des Peul, suspectés d'être des djihadistes<sup>136</sup>.

Les membres de certains groupes armés signataires de l'accord de paix seraient impliqués dans des attaques terroristes, dans le trafic de migrants et de drogues. C'est ce que rapporte le journaliste Laurent Larcher dans un article du journal La Croix du 30 août 2018 suite à la parution du rapport du groupe d'experts de l'ONU<sup>137</sup>.

### 4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes

Le secrétaire général de l'ONU relève, dans son rapport de juin 2018, que dans le centre du pays, les groupes djihadistes imposent « [...] des versions extrêmes de la loi islamique [...] aboutissant à des violations graves des droits de l'homme »<sup>138</sup>. Dans de nombreuses localités du centre du pays, profitant de l'absence de l'Etat, les djihadistes ont établi des tribunaux islamiques, selon des sources officielles maliennes rapportées par le journal Le Point en juillet 2018<sup>139</sup>.

Des militants soupçonnés d'appartenir ou d'être affiliés à l'EIGS ont attaqué des civils, en particulier fin avril et début mai 2018, dans la région de Ménaka. Les victimes étaient principalement des Daoussak, selon le rapport du groupe d'experts de l'ONU. Des chiffres de la MINUSMA contenus dans ce rapport font état d'une cinquantaine de civils tués à Aklaz (26 avril) et Awakassa (27 avril)<sup>140</sup>. Début mai 2018, au moins seize civils ont été tués à Tindibawen, selon une dépêche de Reuters<sup>141</sup>.

### 4.5.3. Violations commises par les forces de défense et de sécurité maliennes

Le rapport de l'ONU de juin 2018 mentionne la « [...] multiplication des allégations faisant état d'exécutions sommaires et d'exactions commises par les membres des forces maliennes de défense et de sécurité [...] ». Il précise que la majorité des violations des droits de l'homme commises par des agents de l'État sont intervenues dans le cadre d'opérations antiterroristes. En effet, l'application des

<sup>133</sup> ONU Info, 15/04/2018, [url](#)

<sup>134</sup> RFI, 07/01/2018, [url](#) ; RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>135</sup> RFI, 28/04/2018, [url](#) ; Studio Tamani, 14/04/2018, [url](#)

<sup>136</sup> ICG, *Crisis Watch May 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>137</sup> La Croix (Larcher L.), 30/08/2018, [url](#)

<sup>138</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 12, [url](#)

<sup>139</sup> Le Point, 15/07/2018, [url](#)

<sup>140</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 43, [url](#)

<sup>141</sup> Reuters via Challenges, 02/05/2018, [url](#)

mesures prises par le gouvernement (interdiction d'utiliser des motos et des pick-up dans les régions de Mopti et Ségou, désarmement de tous les civils en possession d'armes à feu) « [...] a conduit à l'exécution d'opérations ciblées au cours desquelles il a parfois été fait un usage excessif de la force et procédé à des exécutions sommaires [...] »<sup>142</sup>. La minorité peul affirme quant à elle être systématiquement soupçonnée de collusion avec les groupes djihadistes, en particulier celui du prédicateur Amadou Koufa qui recrute principalement parmi les Peul, selon l'AFP<sup>143</sup>.

Le 6 avril 2018, l'armée a tué quatorze djihadistes présumés à Dioura puis le 20 avril, quinze autres djihadistes présumés dans la forêt de Tina (région de Mopti). L'armée a déclaré que les terroristes avaient tenté de fuir, mais des sources locales accusent l'armée d'exécutions sommaires, selon ICG<sup>144</sup>.

En juin 2018, la presse relaie des informations faisant état de la découverte de trois fosses communes à proximité des localités de Nantaka et Kobaka, dans les environs de Mopti, contenant les corps de 25 hommes, tous d'ethnie peul. Selon les témoignages d'habitants rapportés par RFI, l'armée malienne a procédé à des arrestations dans les deux villages et emmené les personnes arrêtées dans des véhicules. Les Songhaï, les Tamasheq noirs et les Bozo auraient ensuite été relâchés tandis que les Peul étaient gardés prisonniers. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête. Un communiqué du ministère de la Défense publié le 19 juin reconnaît l'implication de certains membres des FAMA dans les exactions commises à Nantaka et Kobaka. Corinne Dufka, directrice adjointe de HRW pour l'Afrique de l'Ouest, tout en saluant l'ouverture d'une enquête, souligne que depuis 2017, son organisation a documenté plus de sept fosses communes contenant les corps d'une soixantaine d'hommes tués par l'armée au cours d'opérations antiterroristes, mais sans que ces révélations n'aboutissent à la justice<sup>145</sup>.

Les annonces par l'armée de la « neutralisation de terroristes » dans le centre sont souvent contestées par les organisations de défense des droits de l'homme qui dénoncent des exécutions extrajudiciaires. L'association peul Tabila Pullaku demande quant à elle d'éviter les amalgames entre Peul et djihadistes, selon Jeune Afrique, dans un article de juin 2018<sup>146</sup>.

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Forces internationales et nationales

La MINUSMA, les forces internationales et les forces de défense et de sécurité maliennes sont les cibles des attaques du GSIM et de l'EIGS, selon les rapports trimestriels du secrétaire général de l'ONU. Le rapport de mars 2018 fait état de 63 attaques asymétriques, dont 37 contre les forces de défense et de sécurité maliennes, 20 contre la MINUSMA et 3 contre Barkhane. Plusieurs cibles étaient parfois visées au cours d'une même attaque. La source souligne que ce sont les forces maliennes qui ont été les plus gravement touchées avec 45 soldats tués et 80 blessés au cours de la période considérée. Le nombre de victimes a également augmenté puisque, durant la période précédente, on dénombrait 23 tués et 8 blessés<sup>147</sup>. Le rapport de juin 2018 fait état de 44 attaques dont 18 contre les forces de défense et de sécurité maliennes, 12 contre la MINUSMA, 3 contre des entreprises travaillant pour la MINUSMA, 2 contre Barkhane, une à la fois contre la MINUSMA et Barkhane<sup>148</sup>. Le rapport de

<sup>142</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, pp. 7, 12, [url](#)

<sup>143</sup> AFP via Romandie, 12/06/2018, [url](#)

<sup>144</sup> ICG, *Crisis Watch April 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>145</sup> RFI, 18/06/2018, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 20/06/2018, [url](#)

<sup>146</sup> Jeune Afrique, 24/06/2018, [url](#)

<sup>147</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, pp. 7-8, [url](#)

<sup>148</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

septembre 2018 fait état de 58 attaques dont 21 contre les forces maliennes, 16 contre la MINUSMA, 1 contre Barkhane et 1 contre le G5 Sahel<sup>149</sup>.

## 5.2. Groupes armés signataires de l'accord de paix

Le rapport de l'ONU de mars 2018 mentionne 5 attaques des groupes terroristes contre les groupes armés signataires ayant fait 20 morts et 12 blessés. Le rapport de juin fait état de 8 attaques, celui de septembre de 17 attaques. Des affrontements ont eu lieu à plusieurs reprises dans la région de Ménaka entre groupes armés signataires et les éléments de l'EIGS. Ils ont fait 19 morts et 15 blessés dans les rangs des groupes signataires durant le premier trimestre 2018. Les chiffres sont de 40 morts et 4 blessés au cours du deuxième trimestre<sup>150</sup>.

## 5.3. Représentants de l'Etat

Les autorités civiles maliennes sont régulièrement prises pour cibles, selon le rapport de l'ONU (juin 2018). Ainsi, le 20 mars 2018, un fonctionnaire de la Commission électorale locale a été assassiné dans le district de Niono (région de Ségou)<sup>151</sup>. Le 25 avril 2018, le sous-préfet de Hombori, localité de la région de Mopti, a été enlevé à bord de son véhicule. Il a été libéré le même jour<sup>152</sup>. Le 29 avril 2018, le sous-préfet de Ouinerden, localité de la région de Tombouctou, a été abattu à son domicile<sup>153</sup>. Le 8 mai 2018, dans la région de Mopti, des hommes armés ont kidnappé le préfet de Ténenkou et son chauffeur<sup>154</sup>. Le 12 août 2018, le président d'un bureau de vote au sud-ouest de Tombouctou a été tué par des djihadistes<sup>155</sup>.

## 5.4. Civils

Au centre du Mali, les civils sont souvent des « victimes collatérales » des violences entre groupes terroristes et forces des armées régulières, selon Souleymane Baldo, expert indépendant des Nations unies sur la question des droits de l'homme, qui s'exprime au terme d'une mission au Mali en mars 2018 et dont les propos sont repris par RFI<sup>156</sup>.

Le rapport de l'ONU (mars 2018) indique que, durant le premier trimestre de 2018, cinq attentats à l'engin explosif improvisé ont fait 36 morts et 18 blessés civils dans la région de Mopti. Les forces armées maliennes étaient probablement la cible dans trois cas, les forces de la MINUSMA dans un cas<sup>157</sup>. Le rapport suivant (juin 2018) fait le constat que, depuis le début de l'année 2018, le nombre d'attaques asymétriques perpétrées au moyen d'engins explosifs improvisés a presque doublé par rapport à la même période en 2017. Ces attaques, ayant souvent lieu dans les zones plus peuplées du centre du Mali, font un nombre croissant de victimes parmi la population civile<sup>158</sup>.

Depuis le déclenchement des hostilités en 2012, la présence de restes d'explosifs de guerre et d'engins explosifs improvisés ainsi que la prolifération d'armes représentent une menace constante pour les communautés vivant dans le nord et le centre du pays. Le service de lutte anti-mines des Nations

<sup>149</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 8, [url](#)

<sup>150</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 8, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 8, [url](#)

<sup>151</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 7, [url](#)

<sup>152</sup> Studio Tamani via Malijet, 26/04/2018, [url](#)

<sup>153</sup> Studio Tamani, 30/04/2018, [url](#)

<sup>154</sup> Studio Tamani, 19/06/2018, [url](#)

<sup>155</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>156</sup> RFI, 19/03/2018, [url](#)

<sup>157</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 9, [url](#)

<sup>158</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 7, [url](#)

unies a enregistré, depuis 2012, 123 incidents liés aux restes d'explosifs de guerre, causant au total 228 victimes civiles, parmi lesquelles 64 % sont des enfants. Par ailleurs, 569 incidents par engins explosifs improvisés ont fait plus de 1.280 victimes depuis 2013, dont 25 % étaient des civils. Ces chiffres ont été présentés par le service de lutte anti-mine des Nations unies lors d'une journée internationale de sensibilisation au problème des mines qui s'est tenue à Bamako début avril 2018<sup>159</sup>.

Il arrive que des civils soient visés par les groupes terroristes au motif de leur collaboration avec l'armée malienne. Ainsi, en février 2018, lorsque la commune de Talataye (région de Gao) a été visée par une attaque du groupe d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui, des civils ont été pris en otage. RFI précise que le groupe s'en prend notamment aux civils soupçonnés d'être des informateurs de l'armée malienne et des forces internationales<sup>160</sup>. Le rapport de l'ONU de juin 2018 mentionne que deux commerçants appartenant au groupe ethnique des Diokaramé ont été enlevés par des « éléments radicaux armés » dans la région de Mopti en avril 2018 au motif qu'ils auraient collaboré avec les forces maliennes<sup>161</sup>.

L'augmentation des conflits intercommunautaires dans le centre du pays affecte la sécurité des civils, selon le rapport de l'ONU de juin 2018. Les violences à Ménaka en avril-mai 2018 ont fait une cinquantaine de morts et quelque 300 déplacés. Les victimes sont des civils appartenant à la communauté touareg daoussak<sup>162</sup>. Le conflit intercommunautaire entre Peul et Dogon dans le cercle de Koro a fait une centaine de morts et environ 12.000 déplacés, d'après un bilan des autorités locales rapporté par Le Monde en septembre 2018<sup>163</sup>.

## 6. Répartition géographique

Dans un article du Monde diplomatique de juillet 2018 consacré à la menace djihadiste au Mali, le journaliste Rémi Carayol explique que l'épicentre des violences n'est plus à Gao ni à Tombouctou mais dans les régions de Mopti et de Ségou<sup>164</sup>. Le GSIM « a continué d'accroître sa capacité opérationnelle et d'étendre la zone dans laquelle il intervient, en particulier dans les régions de Mopti et de Ségou [centre du pays] », selon le rapport de l'ONU de mars 2018<sup>165</sup>.

Les données chiffrées contenues dans ce même rapport indiquent que les attaques des groupes terroristes ont, de par leur nombre, d'abord affecté la région centrale de Mopti (24 sur un total de 63 attaques). Viennent ensuite les régions septentrionales de Kidal (16), Gao (8), Tombouctou (5), la région centrale de Ségou (4) et la région septentrionale de Ménaka (3). Proportionnellement, le sud du pays a été moins affecté puisque seule la région de Koulikoro a été concernée par trois attaques<sup>166</sup>.

Les données figurant dans le rapport onusien suivant (juin 2018) indiquent que les attaques ont été les plus nombreuses dans les régions de Mopti (13 sur un total de 44 attaques), Kidal (10), Gao (7), Tombouctou (5), Ségou (5) et Ménaka (4). Aucune attaque n'est intervenue dans les régions du sud du pays<sup>167</sup>.

Le rapport périodique de l'ONU suivant (septembre 2018) mentionne que c'est encore une fois dans la région de Mopti que les attaques ont été les plus nombreuses au cours de la période considérée

<sup>159</sup> MINUSMA, 06/04/2018, [url](#)

<sup>160</sup> RFI, 05/02/2018, [url](#)

<sup>161</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 7, [url](#)

<sup>162</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, pp. 7-8, [url](#)

<sup>163</sup> Le Monde (Sangaré B.), 11/09/2018, [url](#)

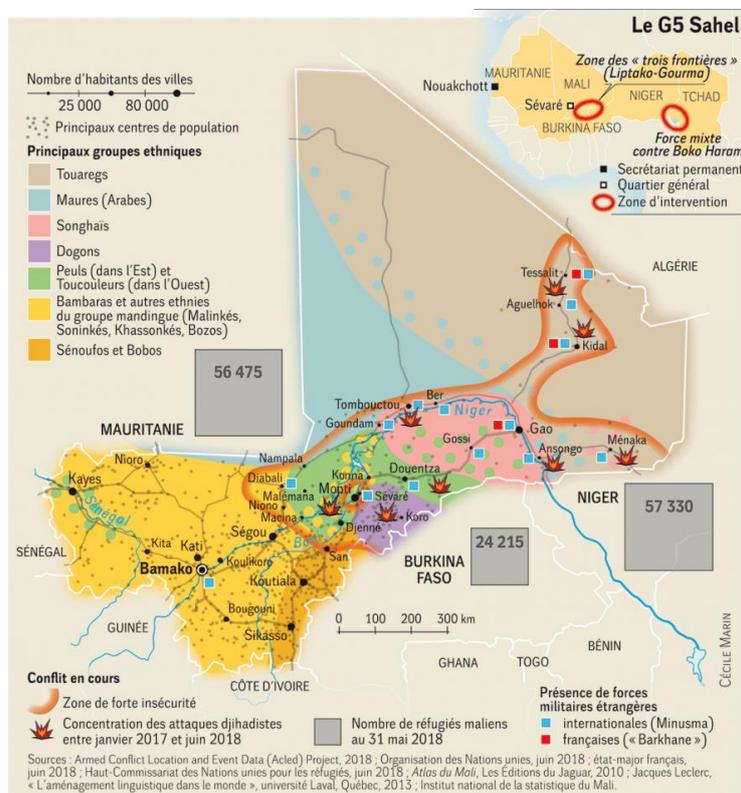
<sup>164</sup> Le Monde diplomatique (Carayol R.), 07/2017, [url](#)

<sup>165</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 7, [url](#)

<sup>166</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 8, [url](#)

<sup>167</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 6, [url](#)

avec 16 attaques sur un total de 58. Viennent ensuite les régions de Gao (15), Kidal et Tombouctou (10), Ménaka (5) et Ségou (2). Aucune attaque n'est répertoriée dans le sud du pays<sup>168</sup>.



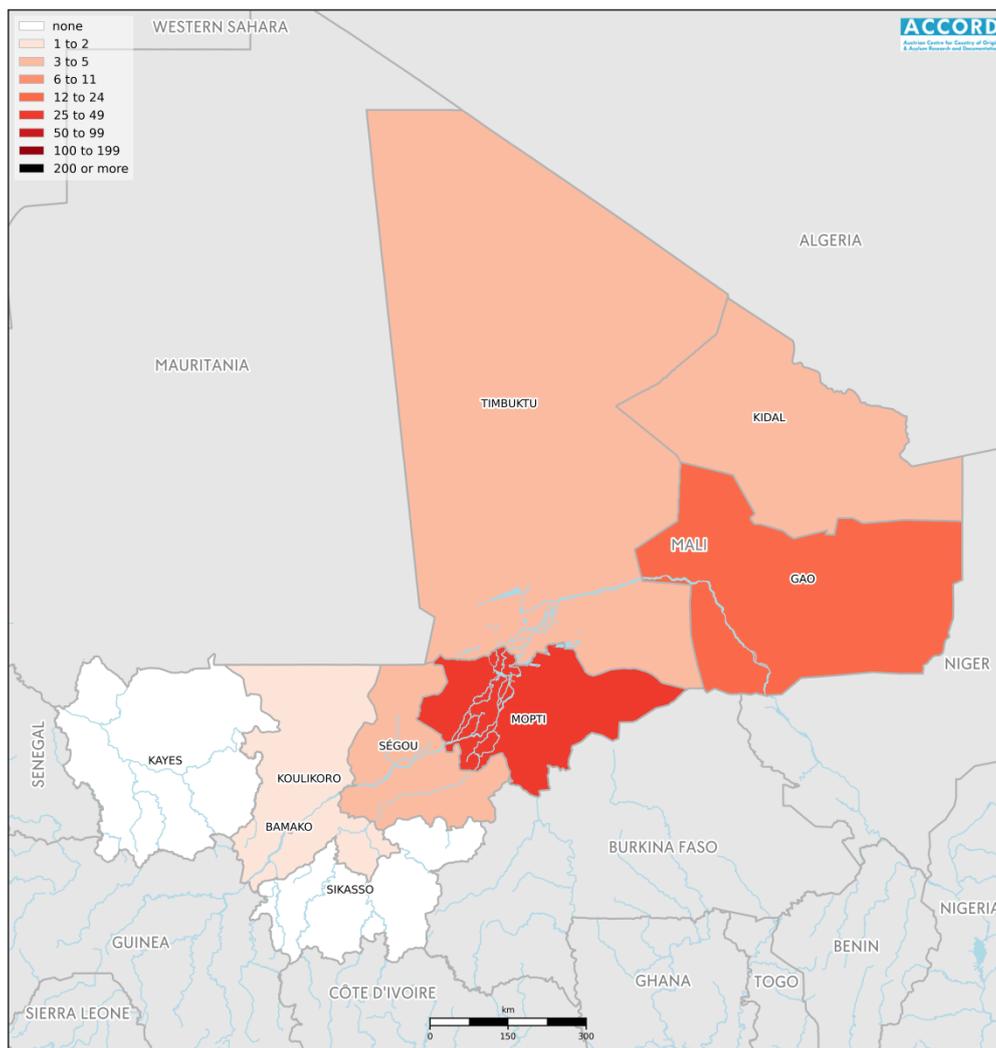
Concentration des attaques djihadistes entre janvier 2017 et juin 2018<sup>169</sup>

Le centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et les demandeurs d'asile (Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation, ACCORD) a compilé les informations récoltées par The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)<sup>170</sup> pour le premier trimestre 2018. Le nombre d'incidents (comportant au moins un décès) survenus dans chaque région durant le premier trimestre 2018 est illustré sur la carte ci-après.

<sup>168</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 8, [url](#)

<sup>169</sup> Le Monde diplomatique (Carayol R.), 07/2017, [url](#)

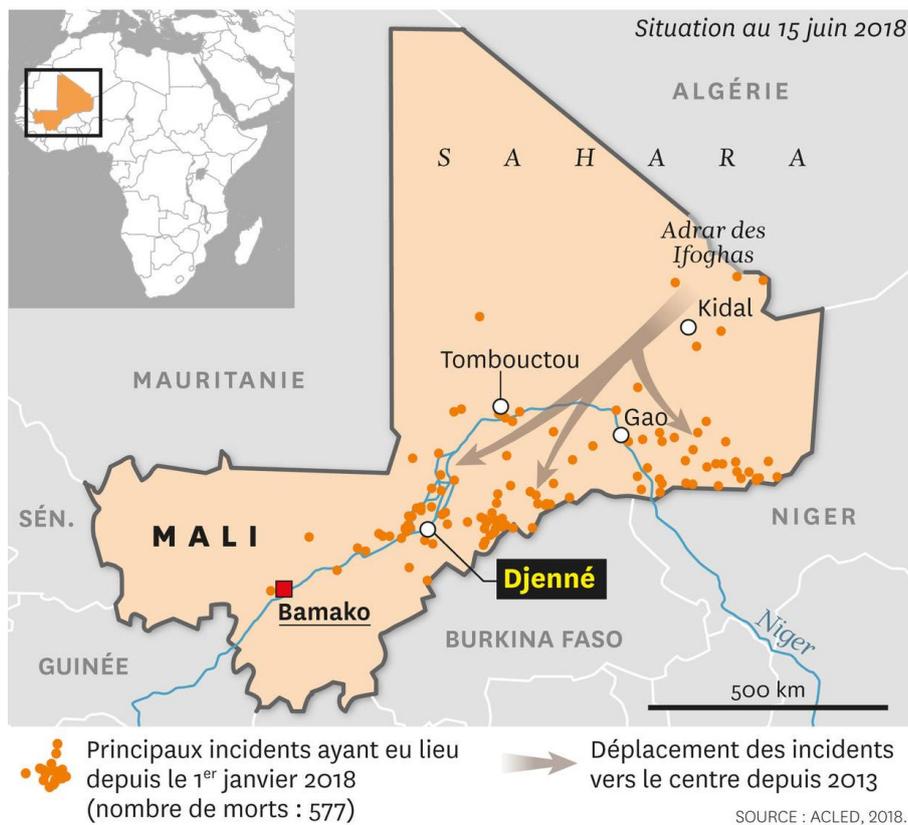
<sup>170</sup> The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) est une ONG américaine qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits



Nombre d'incidents signalés avec au moins un décès - 1er trimestre 2018<sup>171</sup>

Cette autre carte ci-dessous, publiée par Courrier international sur base des données de l'ACLED mises à jour en juin 2018, permet de localiser les principaux incidents sécuritaires et de constater leur déplacement du nord vers le centre du pays depuis 2013.

<sup>171</sup> ACCORD, 25/06/2018, [url](#)



Le centre du Mali pris pour cible<sup>172</sup>

## 7. Déplacements de population

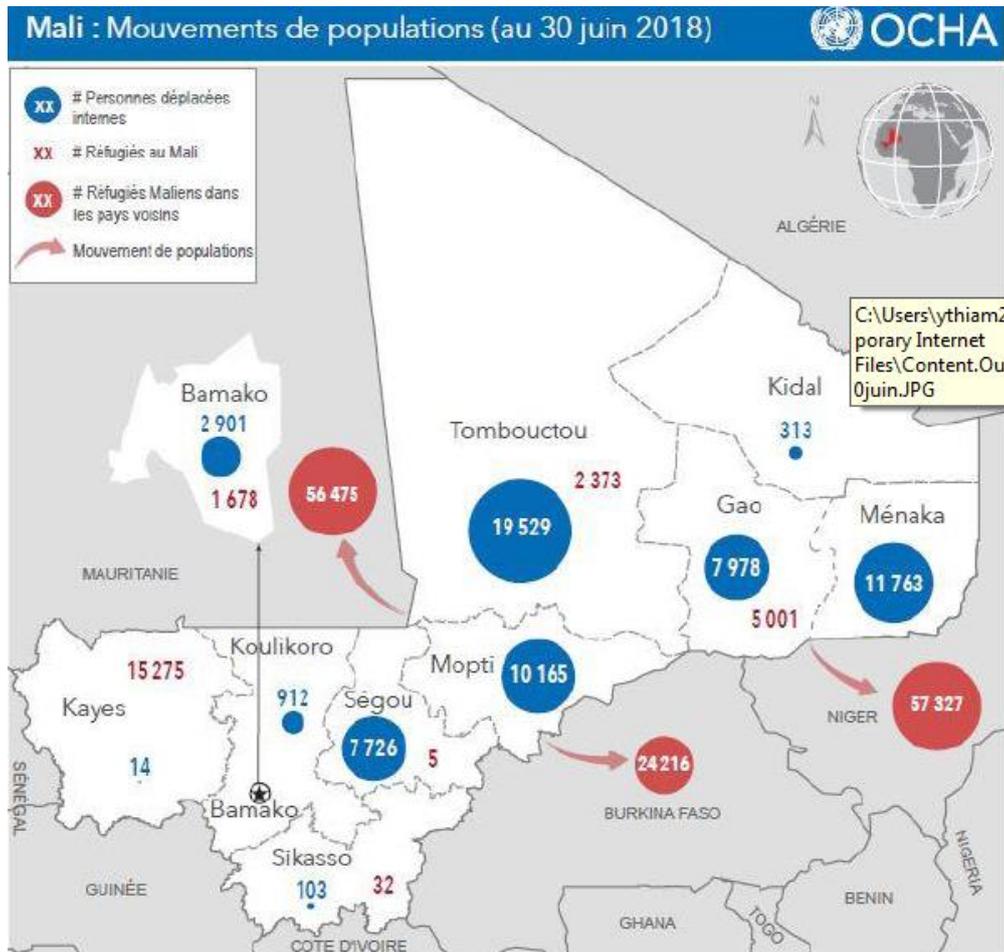
En mai 2018, il y avait 60.600 déplacés et près de 137.700 réfugiés maliens dans les pays voisins, sur base des données fournies par les autorités maliennes et rapportées par l'ONU. Les chiffres sont en augmentation par rapport à janvier 2018, époque à laquelle on comptabilisait 40.600 déplacés et 131.800 réfugiés<sup>173</sup>.

Fin juillet 2018, l'ONU recensait 75.351 déplacés et 139.573 réfugiés dans les pays voisins<sup>174</sup>.

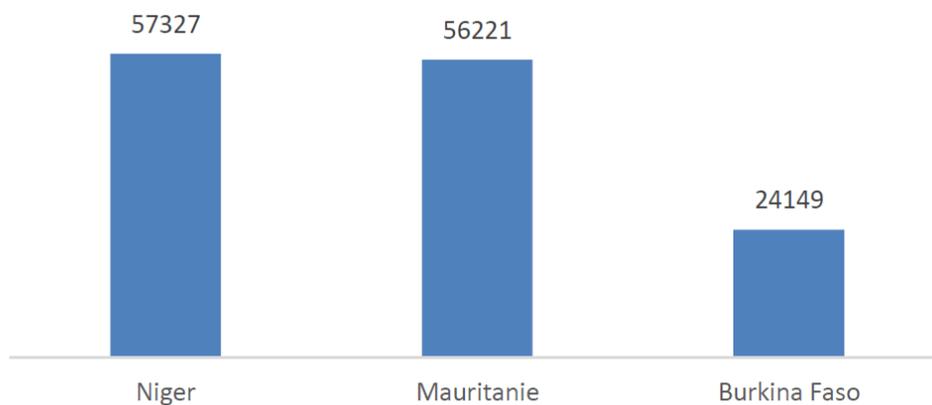
<sup>172</sup> Courrier international, 2018, [url](#)

<sup>173</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, p. 10, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 11, [url](#)

<sup>174</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 12, [url](#)



Mouvements de populations (au 30 juin 2018)<sup>175</sup>



Répartition des réfugiés maliens dans les pays voisins (UNHCR : 30 avril 2018)<sup>176</sup>

<sup>175</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>176</sup> OCHA, s.d., [url](#)

Selon un communiqué du Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) publié en septembre 2018, le nombre de déplacés a augmenté de 60 % par rapport à la même période de l'année dernière. L'ONG norvégienne estime que près de 50.000 personnes ont été contraintes de quitter leurs villages au nord et au centre du pays. Ces déplacements sont provoqués par les conflits intercommunautaires, la recrudescence des groupes armés et la multiplication des opérations militaires<sup>177</sup>.

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Services de maintien de l'ordre et possibilité de protection des civils

Le rapport périodique de septembre 2018 de l'ONU souligne que le déploiement des services de maintien de l'ordre dans plusieurs localités de la région de Mopti a eu pour effet d'y faire baisser la violence. Dans le même temps, dans les zones rurales du centre du Mali, la présence limitée des autorités et des administrateurs de l'Etat a « [...] créé un vide sur le plan de la sécurité et accru l'influence des groupes extrémistes violents ». Dans ses recommandations, le secrétaire général de l'ONU invite donc les autorités maliennes à « achever de définir une stratégie nationale de reconstitution et de redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes et de la police territoriale, dont le rôle est [...] d'assurer la protection de la population »<sup>178</sup>.

### 8.2. Accès aux denrées de base

En avril 2018, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estimait que 4,3 millions de personnes, soit un Malien sur quatre, serait en insécurité alimentaire à partir du mois de juin 2018. L'OCHA avertissait alors que l'assistance apportée aux personnes en insécurité alimentaire restait insuffisante par rapport à l'ampleur des besoins identifiés<sup>179</sup>. Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire est finalement passé de 4,1 millions de personnes en janvier à 5,2 millions en juillet 2018<sup>180</sup>.

### 8.3. Accès à une aide médicale

Le rapport périodique de l'OCHA de mars-avril 2018 indique que l'accès aux services sociaux de base est rendu difficile par les attaques ciblant les établissements scolaires et les structures sanitaires. La majorité des incidents a eu lieu dans la région de Tombouctou, suivie par Gao et Kidal<sup>181</sup>.

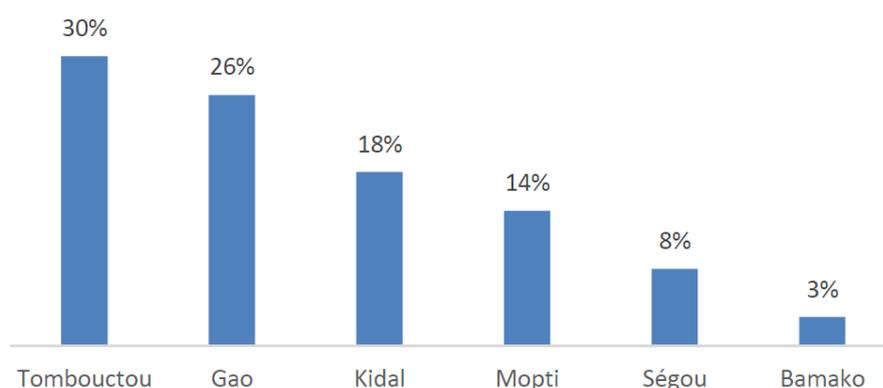
<sup>177</sup> Studio Tamani, 08/09/2018, [url](#)

<sup>178</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 9, [url](#)

<sup>179</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>180</sup> OCHA, 20/09/2018, [url](#)

<sup>181</sup> OCHA, s.d., [url](#)



Répartition des incidents contre les écoles et les centres de soins par région (avril 2018)<sup>182</sup>

#### 8.4. Accès aux services publics

Le groupe d'experts de l'ONU relève, dans son rapport d'août 2018, que l'accès des enfants à l'éducation demeure problématique. Entre janvier et mars 2018, 132 écoles de Gao et 59 écoles de Mopti ont fermé à la suite de menaces proférées par des groupes armés. En avril 2018, 750 écoles du nord et du centre du Mali étaient encore fermées, empêchant 225.000 enfants d'aller à l'école. Dans les zones où les écoles ont rouvert, il y a un manque d'enseignants et de matériel, le personnel n'est pas rémunéré<sup>183</sup>.

Les experts de l'ONU ont par ailleurs documenté des attaques contre des écoles. Ainsi, par exemple, durant le premier trimestre de 2018, dix-huit attaques ont été signalées dont quinze dans la région de Mopti, deux à Gao et une à Tombouctou. Des individus armés ont, lors de ces attaques, menacé les autorités scolaires et exigé le respect de pratiques religieuses strictes, contraignant plusieurs établissements à fermer. Dans le centre du pays, des individus armés ont incendié des écoles et des bâtiments administratifs « dans le cadre de leur campagne de lutte contre les institutions de l'État et l'enseignement laïc »<sup>184</sup>.

Le même rapport constate l'absence de l'État dans certaines régions et, partout dans le pays, le manque d'institutions fonctionnelles, notamment judiciaires<sup>185</sup>.

#### 8.5. Présence d'organisations d'aide humanitaire internationale

Le banditisme et d'autres actes criminels sont généralisés, limitant la capacité des organisations humanitaires de mener à bien leur mission. Les attaques criminelles au moyen d'engins explosifs improvisés perturbent l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire. En juin 2018, neuf camions affrétés par le Programme alimentaire mondial (PAM) ont été attaqués et détournés, ce qui a empêché la livraison des produits qu'ils transportaient<sup>186</sup>.

L'OCHA a répertorié, entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet 2018, 80 incidents violents contre le personnel, les biens et les infrastructures humanitaires, consistant généralement en braquages, vols de biens et véhicules, soit une augmentation de 63 % par rapport au trimestre précédent. Mopti a enregistré le

<sup>182</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>183</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, pp. 45-46, [url](#)

<sup>184</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, pp. 45-46, [url](#)

<sup>185</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 41, [url](#)

<sup>186</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 47, [url](#)

plus grand nombre d'incidents violents (24 %), suivi de Gao (23 %), Ménaka (16 %), Tombouctou et Kidal (14 %), et Bamako (10 %). Plusieurs organisations humanitaires ont suspendu temporairement leurs activités au cours du mois de juin suite à des incidents. À Ménaka, six ONG internationales avaient cessé temporairement leurs activités mi-juin 2018. Fin juin, cinq d'entre elles les avaient reprises<sup>187</sup>.

---

<sup>187</sup> OCHA, 08/2018, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 12, [url](#)

## Résumé

La transition prévue par l'accord de paix de 2015 pour une période de deux ans a été prolongée en 2017 et devrait durer au moins jusqu'en 2019. L'élection présidentielle s'est déroulée les 29 juillet et 12 août 2018. Elle a été marquée, dans le nord et le centre du pays, par des incidents violents imputés à un groupe islamiste, le GSIM. Le président sortant, Ibrahim Boubacar Keita, a été réélu pour un second mandat de cinq ans. L'opposition qui avait manifesté avant les élections pour exiger la transparence du scrutin est de nouveau descendue dans les rues après le prononcé des résultats pour dénoncer des fraudes électorales.

Les groupes armés signataires de l'accord de paix qui s'affrontaient pour le contrôle de la ville de Kidal ont signé une trêve qui est effective depuis septembre 2017. Les conditions de sécurité ont toutefois continué à se dégrader, amenant le gouvernement malien à prolonger l'état d'urgence. Les raisons principales en sont la multiplication des actions terroristes menées par deux groupes djihadistes, le GSIM et l'EIGS, dans le nord et le centre du pays, les affrontements intercommunautaires entre Peul et Dogon au centre du pays, les violences entre Touareg et Peul dans la région de Ménaka, au nord. Les sources consultées font état de violations des droits de l'homme commises par différents acteurs au conflit : forces de défense et de sécurité maliennes, groupes armés signataires de l'accord de paix et groupes djihadistes. Les principales cibles des attaques terroristes sont les forces internationales et nationales, les groupes armés signataires de l'accord de paix et les représentants des autorités. Il arrive que des civils soient visés, au motif de leur collaboration avec l'armée ou les autorités. Généralement, les civils sont les victimes indirectes des attaques menées au moyen d'engins explosifs ou de la présence de restes d'explosifs de guerre. La sécurité des civils est par ailleurs affectée par les conflits intercommunautaires. Ainsi, le conflit entre Peul et Dogon dans la région de Mopti a fait une centaine de morts et 12.000 déplacés ; les violences entre Touareg et Peul dans la région de Ménaka ont fait une cinquantaine de morts et provoqué le déplacement de plusieurs centaines de personnes. Les sources constatent un glissement progressif de l'épicentre des violences du nord vers le centre du pays. Depuis le début de l'année 2018, c'est la région centrale de Mopti qui a été la plus touchée tandis que les régions au sud du pays ne l'ont été que très peu.

Fin juillet 2018, l'ONU recensait 75.351 déplacés à l'intérieur du pays et 139.573 réfugiés dans les pays voisins, à savoir le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Ces chiffres sont en constante augmentation depuis le début de l'année 2018. Ils étaient de 60.600 déplacés et 137.700 réfugiés en mai 2018, 40.600 déplacés et 131.800 réfugiés en janvier 2018.

Au nord et au centre, l'insécurité et les violences ont un impact négatif sur la vie quotidienne, freinant le redéploiement des forces de défense et de sécurité dans les zones rurales, le fonctionnement de l'administration et des écoles, l'accès aux denrées de base, aux soins de santé et à l'aide humanitaire.

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

ACCORD, *Mali, first quarter 2018: Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*, 25/06/2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1436595/1930\\_1530105090\\_2018q1mali-en.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1436595/1930_1530105090_2018q1mali-en.pdf) [consulté le 20/09/2018]

Africanews, *Attaque du quartier général du G5 Sahel au Mali : al-qaida revendique*, 30/06/2018, <http://fr.africanews.com/2018/06/30/attaque-du-quartier-general-du-g5-sahel-au-mali-al-qaida-revendique/> [consulté le 20/09/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Romandie, *Mali : l'armée annonce avoir neutralisé 10 terroristes dans le centre*, 12/06/2018, <https://www.romandie.com/news/Mali-l-arm-e-annonce-avoir-neutralis-10-terroristes-dans-le-centre/926970.rom> [consulté le 19/09/2018]

Alakhbar, *Mali : Attaque contre le camp de la Minusma à Kidal*, 02/06/2018, <http://fr.alakhbar.info/13676-0-Mali-Attaque-contre-le-camp-de-la-Minusma-a-Kidal.html> [consulté le 19/09/2018]

Bamada, *Les mouvements touaregs MSA/GATIA et les Peulhs GANDA IZO se mettent ensemble pour sécuriser leurs zones*, 06/05/2018, <http://bamada.net/les-mouvements-touaregs-msa-gatia-et-les-peulhs-ganda-izo-se-mettent-ensemble-pour-securiser-leurs-zones> [consulté le 20/09/2018]

Banouto, *Mali : soupçons de vengeance de l'armée après la mort de civils à Boulikessi*, 21/05/2018, <https://www.banouto.info/article/securite%20humaine/20180521-mali-au-moins-douze-civils-tus--boulikessi-prs-du-burkina-faso/> [consulté le 20/09/2018]

BBC, *Mali : affrontements entre les signataires de l'accord de paix*, 07/07/2017, <https://www.bbc.com/afrique/region-40527973> [consulté le 06/09/2018]

BBC, *Mali : plusieurs blessés lors d'une manifestation à Bamako*, 02/06/2018, <https://www.bbc.com/afrique/region-44343306> [consulté le 20/09/2018]

Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire Mali mai-juin 2018*, s.d., <https://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-mai-juin-2018> [consulté le 10/10/2018]

Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire Mali mars-avril 2018*, s.d., [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BIH\\_mars\\_avril\\_100518\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BIH_mars_avril_100518_F.pdf) [consulté le 20/09/2018]

Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire Mali, juillet-août 2018*, 20/09/2018, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-juillet-ao-t-2018> [consulté le 20/09/2018]

Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Mali : Aperçu des contraintes de l'accès humanitaire (août 2018)*, 08/2018, <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/mali/infographic/mali-aper%C3%A7u-des-contraintes-de-%E2%80%99acc%C3%A8s-humanitaire-avril-juillet> [consulté le 10/10/2018]

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Focus Mali. Situation sécuritaire*, 07/09/2015, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf> [consulté le 13/09/2018]

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Note Mali. Situation sécuritaire (état au 14.03.2016)*, 14/03/2016, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2016-f.pdf> [consulté le 22/10/2018]

Courrier international (Gounon C.), *Sahel. L'ONU approuve le déploiement d'une force antiterroriste*, 22/06/2017, <https://www.courrierinternational.com/article/sahel-lonu-approuve-le-deploiement-dune-force-antiterroriste> [consulté le 06/09/2018]

- Courrier international, *Le Mali pris pour cible* [carte], 2018, [https://www.courrierinternational.com/sites/ci\\_master/files/styles/image\\_original\\_1280/public/assets/images/1443\\_afrique-mali.jpg?itok=0ESjmW3P](https://www.courrierinternational.com/sites/ci_master/files/styles/image_original_1280/public/assets/images/1443_afrique-mali.jpg?itok=0ESjmW3P) [consulté le 20/09/2018]
- Département d'Etat américain, Bureau de la porte-parole, *Désignation comme terroristes par le département d'Etat de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et Adnane Abou Walid al-Sahraoui*, 16/05/2018, <https://translations.state.gov/2018/05/16/designation-comme-terroristes-par-le-departement-detat-de-letat-islamique-dans-le-grand-sahara-eigs-et-adnane-abou-walid-al-sahraoui/> [consulté le 12/09/2018]
- European Union, External action, *Politique de sécurité et de défense commune. Mission d'entraînement de l'Union européenne (EUTM Mali)*, 22/05/2018, [http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2018/05/EUTM\\_Mission\\_Factsheet\\_Mai\\_FR.pdf](http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2018/05/EUTM_Mission_Factsheet_Mai_FR.pdf) [consulté le 06/09/2018]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf> [consulté le 13/07/2017]
- France diplomatie, *Conseils aux voyageurs Mali*, 27/08/2018 [dernière mise à jour], <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/mali/> [consulté le 20/09/2018]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Vers un retour de l'ordre constitutionnel au Mali ?*, 18/04/2012, <http://www.grip.org/fr/node/582> [consulté le 13/07/2017]
- Huffpost (Berthelie A.), *Mali: deux soldats français de l'opération Barkhane tués dans l'explosion d'une mine artisanale, un autre blessé*, 21/02/2018, [https://www.huffingtonpost.fr/2018/02/21/mali-deux-soldats-francais-de-loperation-barkhane-tues-dans-lexplosion-dune-mine-artisanale-un-autre-blesse\\_a\\_23367385/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/02/21/mali-deux-soldats-francais-de-loperation-barkhane-tues-dans-lexplosion-dune-mine-artisanale-un-autre-blesse_a_23367385/) [consulté le 20/09/2018]
- Huffpost, *Mali: Le président sortant IBK en tête au premier tour de l'élection présidentielle*, 03/08/2018, [https://www.huffpostmaghreb.com/entry/mali-le-president-sortant-ibk-en-tete-au-premier-tour-de-lelection-presidentielle\\_mg\\_5b642dcae4b0b15abaa2063e](https://www.huffpostmaghreb.com/entry/mali-le-president-sortant-ibk-en-tete-au-premier-tour-de-lelection-presidentielle_mg_5b642dcae4b0b15abaa2063e) [consulté le 20/09/2018]
- Human Rights Watch (HRW), *Mali : Une vague de meurtres perpétrés par des groupes armés*, 05/04/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/04/05/mali-une-vague-de-meurtres-perpetres-par-des-groupes-armes> [consulté le 20/09/2018]
- Institut d'études de sécurité (ISS) (Maïga I.), *Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes* in *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, n° 17, 06/2016, [https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17\\_FR.pdf](https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17_FR.pdf) [consulté le 19/07/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch April 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/august-2018#mali> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch January 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/january-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/july-2018> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch June 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-2018> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch May 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-2018> [consulté le 13/09/2018]

International Crisis Group (ICG), *Mali : la paix à marche forcée ? Rapport n° 226*, 22/05/2015, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/226-mali-an-imposed-peace-french.pdf> [consulté le 19/07/2017]

Jeune Afrique (Diallo A.), *Infographie : les organisations jihadistes gagnent du terrain au Mali*, 19/03/2018, <https://www.jeuneafrique.com/542247/politique/infographie-les-organisations-jihadistes-gagnent-du-terrain-au-mali/> [consulté le 20/09/2018]

Jeune Afrique (Groga-Bada M.), *Nord-Mali : comment le MNLA a été chassé de Gao*, 04/07/2012, <http://www.jeuneafrique.com/140859/politique/nord-mali-comment-le-mnla-a-t-chassé-de-gao/> [consulté le 13/07/2017]

Jeune Afrique (Mihoubi S.), *Mali : un an après la signature de l'Accord d'Alger, quel avenir pour le Nord ?*, 20/06/2016, <http://www.jeuneafrique.com/334516/politique/mali-paix-ans-apres-signature-de-laccord-dalger/> [consulté le 06/09/2018]

Jeune Afrique, *L'opération militaire française au Mali et au Sahel en chiffres*, 19/05/2017, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/440418/politique/loperation-militaire-francaise-mali-sahel-chiffres/> [consulté le 09/08/2017]

Jeune Afrique, *Mali : affrontements entre des islamistes et des touaregs dans le Nord*, 08/06/2012, <http://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/> [consulté le 13/07/2017]

Jeune Afrique, *Mali : au moins 32 Peuls tués dans une attaque de « chasseurs »*, 24/06/2018, <https://www.jeuneafrique.com/582700/politique/mali-au-moins-32-peuls-tues-dans-une-attaque-de-chasseurs/> [consulté le 20/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : de nouveaux affrontements entre signataires de l'accord de paix dans la région de Kidal*, 12/07/2017, <http://www.jeuneafrique.com/456764/politique/mali-de-nouveaux-affrontements-entre-signataires-de-laccord-de-paix-region-de-kidal/> [consulté le 06/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : Nord cherche État désespérément*, 21/03/2017, <http://www.jeuneafrique.com/mag/411434/politique/mali-nord-cherche-etat-desesperement/> [consulté le 13/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : Sidi Mohamed Ag Icharach, le gouverneur de Kidal, fait son retour*, 24/08/2017, <http://www.jeuneafrique.com/468108/politique/mali-sidi-mohamed-ag-icharach-le-gouverneur-de-kidal-fait-son-retour/> [consulté le 06/09/2018]

Jeune Afrique, *Présidentielle au Mali : Soumaïla Cissé maintient la pression*, 25/08/2018, <https://www.jeuneafrique.com/depeches/619871/politique/presidentielle-au-mali-soumaïla-cisse-maintient-la-pression/> [consulté le 20/09/2018]

Journal du Mali (Ag Ismaïel A.), *Ménaka : La coalition MSA – GATIA étrangle Abou Walid*, 16/03/2018, <https://www.journaldumali.com/2018/03/16/menaka-coalition-msa-gatia-etrangle-abou-walid/> [consulté le 20/09/2018]

Koaci, *Mali: Le FLM d'Amadou Kouafa diffuse sa première vidéo et menace la France et ses alliés*, 19/05/2016, <http://koaci.com/mali-damadou-kouafa-diffuse-premiere-video-menace-france-allies-98611.html> [consulté le 19/07/2017]

L'Express (Hugeux V.), *La France dans le piège malien*, 05/05/2018, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-france-dans-le-piege-malien\\_2005524.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-france-dans-le-piege-malien_2005524.html) [consulté le 20/09/2018]

L'Orient-Le Jour, *Mali: deux douaniers tués au nord de Bamako*, 24/01/2018, <https://www.lorientlejour.com/article/1096116/mali-deux-douaniers-tues-au-nord-de-bamako.html> [consulté le 20/09/2018]

La Croix (Larcher L.), *Mali : l'ONU dénonce le double jeu des signataires de l'accord de paix*, 30/08/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Mali-ONU-denonce-double-jeu-signataires-laccord-paix-2018-08-30-1200965028> [consulté le 20/09/2018]

La Croix, *Mali : nettement distancé par "IBK", le chef de l'opposition appelle à un "large front démocratique"*, 03/08/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Mali-nettement-distance-IBK-chef-opposition-appelle-large-front-democratique-2018-08-03-1300959626> [consulté le 20/09/2018]

La Libre, *Mali: le président Ibrahim Boubacar Keïta réélu avec 67,17% des voix*, 16/08/2018, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/mali-le-president-ibrahim-boubacar-keita-reelu-avec-67-17-des-voix-5b75540f5532692548b73105> [consulté le 20/09/2018]

Le Combat (Haïdara A.) via Maliactu, *Mali : Koro : Le conflit entre Peulhs et Dogons fait plus de 10 morts*, 13/03/2018, <https://maliactu.net/mali-koro-le-conflit-entre-peulhs-et-dogons-fait-plus-de-10-morts/> [consulté le 20/09/2018]

Le Figaro, Agence France-Presse (AFP), *Mali: Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61%*, 15/08/2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php> [consulté le 13/07/2017]

Le Figaro, *Mali: sept soldats maliens et un civil tués*, 27/09/2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09/27/97001-20180927FILWWW00229-mali-sept-soldats-maliens-et-un-civil-tues.php> [consulté le 01/10/2018]

Le Monde (Le Cam M.), *Au Mali, une journée de vote presque normale pour la présidentielle*, 30/07/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/30/au-mali-premier-tour-d-une-election-presidentielle-contrastee\\_5337367\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/30/au-mali-premier-tour-d-une-election-presidentielle-contrastee_5337367_3212.html) [consulté le 19/09/2018]

Le Monde (Le Cam M.), *Des militaires maliens visés par une enquête après la découverte de fosses communes*, 20/06/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/20/des-militaires-maliens-vises-par-une-enquete-apres-la-decouverte-de-fosses-communes\\_5318055\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/20/des-militaires-maliens-vises-par-une-enquete-apres-la-decouverte-de-fosses-communes_5318055_3212.html) [consulté le 20/09/2018]

Le Monde (Sangaré B.), *Au centre du Mali, un « accord de paix » sans illusion entre Peuls et Dogon*, 11/09/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/11/au-centre-du-mali-un-accord-de-paix-sans-illusion-entre-peuls-et-dogon\\_5353554\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/11/au-centre-du-mali-un-accord-de-paix-sans-illusion-entre-peuls-et-dogon_5353554_3212.html) [consulté le 20/09/2018]

Le Monde diplomatique (Carayol R.), *Au Mali, la guerre n'a rien réglé*, 07/2017, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/07/CARAYOL/58850> [consulté le 11/09/2018]

Le Monde, *Au Mali, une dizaine de civils tués dans un incident impliquant l'armée*, 21/05/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/21/au-mali-une-dizaine-de-civils-tues-dans-un-incident-impliquant-l-armee\\_5302255\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/21/au-mali-une-dizaine-de-civils-tues-dans-un-incident-impliquant-l-armee_5302255_3212.html) [consulté le 20/09/2018]

Le Monde, *Au Mali, une vingtaine de morts dans une attaque*, 28/05/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/au-mali-une-vingtaine-de-morts-dans-une-attaque\\_5305658\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/au-mali-une-vingtaine-de-morts-dans-une-attaque_5305658_3212.html) [consulté le 23/10/2018]

Le Monde, *Mali : attaque contre un camp militaire dans le nord du pays*, 27/01/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays\\_5248112\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays_5248112_3212.html) [consulté le 06/09/2018]

Le Monde, *Mali : des camps de l'armée et de l'ONU visés par des tirs d'obus à Tombouctou*, 22/04/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/22/explosions-pres-des-bases-de-la-minusma-et-de-la-force-francaise-barkhane-tombouctou-au-mali\\_5289063\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/22/explosions-pres-des-bases-de-la-minusma-et-de-la-force-francaise-barkhane-tombouctou-au-mali_5289063_3212.html) [consulté le 20/09/2018]

Le Monde, *Mali : une dizaine de civils tués dans une attaque près de la frontière nigérienne*, 16/07/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/16/mali-une-dizaine-de-tues-dans-une-attaque-pres-de-la-frontiere-nigerienne\\_5331860\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/16/mali-une-dizaine-de-tues-dans-une-attaque-pres-de-la-frontiere-nigerienne_5331860_3212.html) [consulté le 20/09/2018]

Le Parisien, *Mali : un groupe lié à Daech revendique l'attentat contre trois soldats français*, 12/01/2018, <http://www.leparisien.fr/international/mali-trois-soldats-francais-blesses-dans-un-attentat-12-01-2018-7497123.php> [consulté le 20/09/2018]

Le Pays (Togola F.) via Maliactu, *Mali : Crise intercommunautaire au centre du Mali : L'accord trouvé entre les parties prenantes, en phase de se dégrader*, 05/09/2018, <https://maliactu.net/mali-crise-intercommunautaire-au-centre-du-mali-laccord-trouve-entre-les-parties-prenantes-en-phase-de-se-degenerer/> [consulté le 20/09/2018]

Le Point, *Dans le centre du Mali, un mélange explosif entre jihadisme et conflits communautaires*, 15/07/2018, [http://www.lepoint.fr/monde/dans-le-centre-du-mali-un-melange-explosif-entre-jihadisme-et-conflits-communautaires-15-07-2018-2236304\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/dans-le-centre-du-mali-un-melange-explosif-entre-jihadisme-et-conflits-communautaires-15-07-2018-2236304_24.php) [consulté le 20/09/2018]

Le Républicain via news.aBamako, *Processus de paix au Mali : La CMA et la Plateforme signent une trêve de 15 jours*, 24/08/2017, <http://news.abamako.com/h/168759.html> [consulté le 06/09/2018]

Liberté Algérie (Benyoub D.), *Mali : les signataires s'accordent une nouvelle trêve*, 10/09/2017, <https://www.liberte-algerie.com/international/mali-les-signataires-saccordent-une-nouvelle-treve-277004> [consulté le 06/09/2018]

Liberté Algérie, *Mali : au moins 5 civils tués à Menaka dans le nord-est du pays*, 10/05/2018, <https://www.liberte-algerie.com/international/mali-au-moins-5-civils-tues-a-menaka-dans-le-nord-est-du-pays-292626> [consulté le 20/09/2018]

Long War Journal (Weiss C.), *Analysis: Merger of Al Qaeda groups threatens security in West Africa*, 18/03/2017, <http://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-merger-of-al-qaeda-groups-threatens-security-in-west-africa.php> [consulté le 01/08/2017]

Mali7, *Mali : 11 terroristes et un militaire tués lors d'une embuscade dans la forêt de Soumouni*, 31/08/2018, <https://mali7.net/2018/08/31/mali-11-terroristes-et-un-militaire-tus-lors-dune-embuscade-dans-la-fort-de-soumouni-2/> [consulté le 20/09/2018]

Maliactu, *Mali : Crise intercommunautaire au centre du Mali : L'accord trouvé entre les parties prenantes, en phase de se dégrader*, 05/09/2018, <https://maliactu.net/mali-crise-intercommunautaire-au-centre-du-mali-laccord-trouve-entre-les-parties-prenantes-en-phase-de-se-degrader/> [consulté le 20/09/2018]

Maliactu, *Mali : Manifestation réprimée à Bamako : l'Onu et la France pas d'accord avec le gouvernement*, 05/06/2018, <https://maliactu.net/mali-manifestation-reprimee-a-bamako-lonu-et-la-france-pas-daccord-avec-le-gouvernement/> [consulté le 20/09/2018]

Maliactu, *Mali : au moins 5 civils tués dans des violences intercommunautaires*, 11/05/2018, <https://maliactu.net/mali-au-moins-5-civils-tues-dans-des-violences-intercommunautaires/> [consulté le 20/09/2018]

Malijet, *Gao : Des morts et des blessés suite à de violents accrochages entre le GATIA et des individus armés*, 13/07/2018, <http://malijet.co/crise-malienne/gao-des-morts-et-des-blesses-suite-a-de-violents-accrochages-entre-le-gatia-et-des-individus-armes> [consulté le 20/09/2018]

MINUSMA, *Attaque sur le camp de la MINUSMA à Aguelhok*, 06/04/2018, <https://minusma.unmissions.org/attaque-sur-le-camp-de-la-minusma-%C3%A0-aguelhok-0> [consulté le 20/09/2018]

MINUSMA, *Point de presse de la MINUSMA du 8 février 2018*, 09/02/2018, <https://minusma.unmissions.org/point-de-presse-de-la-minusma-du-8-f%C3%A9vrier-2018> [consulté le 13/09/2018]

MINUSMA, *Protection des civils, paix et développement au cœur de la lutte antimines au Mali*, 06/04/2018, <https://minusma.unmissions.org/protection-des-civils-paix-et-d%C3%A9veloppement-au-c%C5%93ur-de-la-lutte-antimines-au-mali> [consulté le 06/09/2018]

Mondafrique (Kaba Diané S.), *Mali, 3000 djihadistes se jouent de 30000 soldats*, 28/07/2018, <https://mondafrique.com/au-mali-3-000-djihadistes-se-jouent-de-30-000-soldats/> [consulté le 06/09/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/271*, 30/03/2017, <http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271> [consulté le 18/07/2017]

Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali S/2018/581*, 09/08/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf> [consulté le 06/09/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/866*, 25/09/2018, <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1829039.pdf> [consulté le 10/10/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/1105*, 26/12/2017, <http://undocs.org/fr/S/2017/1105> [consulté le 06/09/2018]

- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/273*, 29/03/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/273> [consulté le 06/09/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 06/09/2018]
- Notreafrik, *Mali : l'état d'urgence prorogé jusqu'au 30 octobre 2018*, 22/10/2017, <http://www.notreafrik.com/mali-letat-durgence-proroge-jusquau-30-octobre-2018/> [consulté le 06/09/2018]
- ONU Info, *Mali : l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre la MINUSMA à Tombouctou*, 15/04/2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011192> [consulté le 06/09/2018]
- Opex360 (Lagneau L.), *Mali/Ménaka : Deux attaques menées par des jihadistes présumés ont fait au moins 40 tués parmi les civils*, 29/04/2018, <http://www.opex360.com/2018/04/29/mali-menaka-deux-attaques-menees-jihadistes-presumes-ont-40-tues-parmi-civils/> [consulté le 20/09/2018]
- Opex360 (Lagneau L.), *Mali : Au moins 12 civils tués lors d'une attaque dans la région de Ménaka*, 26/09/2018, <http://www.opex360.com/2018/09/26/mali-12-civils-tues-lors-dune-attaque-region-de-menaka/> [consulté le 01/10/2018]
- Opex360 (Lagneau L.), *Mali : Cinq militaires français ont été blessés à Kidal*, 22/03/2018, <http://www.opex360.com/2018/03/22/mali-cinq-militaires-francais-ont-ete-blesses-a-kidal/> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI) (Chanda T.), *Les grandes dates de la crise malienne*, 23/07/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise> [consulté le 13/07/2017]
- Radio France internationale (RFI) (Jouve A.), *Forces et groupes armés au Mali: qui est qui ?*, 24/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama> [consulté le 06/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Dans le centre du Mali, les civils souvent «victimes collatérales»*, 19/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180319-le-centre-mali-civils-souvent-victimes-collaterales> [consulté le 06/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *La Minusma confirme une bavure de militaires maliens du G5 Sahel à Boulikessi*, 27/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180627-minusma-bavure-militaires-maliens-g5-sahel-boulikessi> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *L'accord de paix pour le nord du Mali officiellement ratifié*, 20/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad> [consulté le 06/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : le MNLA évincé de son dernier bastion d'Ansongo*, 12/07/2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evince-son-dernier-bastion-ansongo> [consulté le 13/07/2017]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord*, 24/02/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc> [consulté le 27/07/2017]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : à Gao, la situation sécuritaire est inquiétante*, 05/02/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180205-mali-gao-situation-securitaire-inquietante-al-sahraoui-ei> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: Barkhane dément toute complicité avec les groupes armés*, 03/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180503-mali-france-barkhane-menaka-msa-qatia> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: des «civils» ou des «terroristes» tués à Boulikessi?*, 21/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180521-mali-civils-terroristes-tues-boulikessi> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: deux attaques font une quarantaine de morts dans le nord-est*, 28/04/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180428-deux-attaques-region-menaka-quarantaine-morts> [consulté le 24/05/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: escalade de violences au Mali dans la zone de Ménaka*, 03/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180502-mali-escalade-violences-mali-zone-menaka-peuls-touaregs> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: le mandat de la Minusma sous la loupe des Nations unies*, 15/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180615-mali-minusma-mandat-debat-onu-tieman-hubert-coulibaly> [consulté le 06/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: les difficultés de l'accord de paix entre Dogons et Peuls de Koro*, 04/09/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180904-mali-difficultes-accord-paix-entre-dogons-peuls-koro> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: possibles découvertes de charniers vers Nantaka et Kobaka, dans le centre*, 18/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180618-mali-possibles-decouvertes-charniers-peuls-nantaka-kobaka-armee-fama> [consulté le 19/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: situation sécuritaire toujours aussi précaire dans le nord*, 07/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180107-mali-attaque-jihadistes-gatia-menaka-adnane-abou-walid-al-sahraoui> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: un convoi de l'armée attaqué dans la région de Ségou*, 31/07/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180801-mali-convoi-armee-attaque-region-segou-materiel-electoral> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Négociations Touaregs-Etat malien: accord officiellement signé à Ouagadougou*, 18/06/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130618-negociations-touaregs-mali-accord-signé-ouagadougou-mnla-azawad-hcua> [consulté le 13/07/2017]

Radio France internationale (RFI), *Niger: 17 morts lors d'une attaque à Aghay, près de la frontière malienne*, 19/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180519-niger-mali-village-aghay-tillabery-peuls-touaregs-morts-inates> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Présidentielle au Mali: ce qu'il faut savoir sur le scrutin*, 29/07/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180729-presidentielle-mali-il-faut-savoir-le-scrutin> [consulté le 19/09/2018]

République française, ministère des Armées, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 05/2017, , [http://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20170519\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_Dossier-de-Presse-Barkhane%20valid%C3%A9.pdf](http://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20170519_NP_EMA%20CABCOM_Dossier-de-Presse-Barkhane%20valid%C3%A9.pdf) [consulté le 18/07/2017]

Reuters via Challenges, *Attaques de djihadistes présumés au Nord-Mali, 16 civils tués*, 02/05/2018, [https://www.challenges.fr/monde/attaques-de-djihadistes-presumes-au-nord-mali-16-civils-tues\\_584587](https://www.challenges.fr/monde/attaques-de-djihadistes-presumes-au-nord-mali-16-civils-tues_584587) [consulté le 20/09/2018]

Reuters, *Gunmen kill 14 civilians in northeast Mali village*, 16/07/2018, <https://www.reuters.com/article/us-mali-security/gunmen-kill-14-civilians-in-northeast-mali-village-idUSKBN1K61V1> [consulté le 20/09/2018]

Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), *Retour sur le Rapport publié par HD Centre, d'Adam THIAM, mars 2017*, 08/06/2017, <https://medium.com/@Sahel2R3S/paris-juin-2017-2feb4282615a> [consulté le 02/08/2017]

Studio Tamani via Malijet, *Le sous-préfet de Hombori retrouvé*, 26/04/2018, <http://malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/209127-le-sous-prefet-de-hombori-retrouve.html> [consulté le 19/09/2018]

Studio Tamani via Maliweb, *Mise en œuvre de l'accord d'Alger : les MOC de Kidal et Tombouctou « bientôt opérationnels*, 13/04/2018, <https://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/mise-en-oeuvre-de-laccord-dalger-les-moc-de-kidal-et-tombouctou-bientot-operationnels-2750748.html> [consulté le 20/09/2018]

Studio Tamani, *"Exécutions sommaires" des civils à Ménaka : la MINUSMA accuse, la coalition MSA-GATIA réclame*, 14/04/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/15260-executions-sommaires-des-civiles-a-menaka-la-minusma-accuse-la-coalition-msa-gatia-recuse> [consulté le 20/09/2018]

Studio Tamani, *Assassinats, enlèvements, menaces : les préfets en colère exigent « plus de sécurité »*, 19/06/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/16014-assassinats-enlevements-menaces-les-prefets-en-colere-exigent-plus-de-securite> [consulté le 19/09/2018]

Studio Tamani, *Gossi : assassinat du sous-préfet de la commune de Ouinerden*, 30/04/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/breves/15442-gossi-assassinat-du-sous-prefet-de-la-commune-de-ouinerden> [consulté le 19/09/2018]

Studio Tamani, *Insécurité au Mali: Vague de déplacés au nord et au centre*, 08/09/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/societe/16922-insecurite-au-mali-vague-de-deplaces-au-nord-et-au-centre> [consulté le 20/09/2018]

Studio Tamani, *Insécurité au Sahel, 17 civils tués à la frontière Mali-Niger*, 20/05/2018, <https://minusma.unmissions.org/attaque-sur-le-camp-de-la-minusma-%C3%A0-aguelhok-0> [consulté le 20/09/2018]

Studio Tamani, *Mali : le conflit entre peulhs et dogons a repris à Koro*, 12/03/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/societe/14866-mali-le-conflit-entre-peulhs-et-dogons-a-repris-a-koro> [consulté le 20/09/2018]

Studio Tamani, *Processus de Paix : le MOC de Tombouctou installé*, 26/04/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/15757-processus-de-paix-le-moc-de-tombouctou-installe> [consulté le 20/09/2018]

Tabital Pulaaku, *Centre du Mali : Une milice peule voit le jour*, 24/05/2018, <http://www.tabitalpulaaku.org/centre-mali-milice-peule-voit-jour/> [consulté le 20/09/2018]

Voice of America (VOA), *Des milliers de personnes manifestent contre la "fraude électorale" au Mali*, 15/09/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-milliers-de-personnes-manifestent-contre-la-fraude-%C3%A9lectorale-au-mali/4573081.html> [consulté le 20/09/2018]

Voice of America (VOA), *Des soldats maliens à Kidal pour des patrouilles mixtes*, 05/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-soldats-maliens-%C3%A0-kidal-pour-des-patrouilles-mixtes/4381208.html> [consulté le 06/09/2018]

Voice of America (VOA), *Manifestation de l'opposition contre la réélection du président Keïta au Mali*, 18/08/2018, <https://www.voafrique.com/a/manifestation-de-l-opposition-contre-la-r%C3%A9lection-du-pr%C3%A9sident-ke%C3%AFta-au-mali/4534058.html> [consulté le 20/09/2018]

Voice of America (VOA), *Nouveau report des élections législatives en 2019 au Mali*, 15/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/nouveau-report-des-%C3%A9lections-l%C3%A9gislatives-en-2019-au-mali-/4614568.html> [consulté le 15/10/2018]

Voice of America (VOA), *Quatre soldats tués dans le nord-est du Mali*, 28/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/quatre-soldats-tues-dans-le-nord-est-du-mali/4228307.html> [consulté le 20/09/2018]

Voice of America (VOA), *Tirs d'obus vers un camp de l'armée à Tombouctou*, 22/04/2018, <https://www.voafrique.com/a/tirs-d-obus-vers-un-camp-de-l-arm%C3%A9e-%C3%A0-tombouctou/4360025.html> [consulté le 20/09/2018]

Wikimedia, *File : Regions of Mali 2016*, s.d., [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Regions\\_of\\_Mali\\_2016.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Regions_of_Mali_2016.png) [consulté le 23/10/2018]

Wikipedia, *Daoussahak*, s.d., <https://fr.wikipedia.org/wiki/Daoussahak> [consulté le 20/09/2018]